

## NOUVELLE STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE EURO-MÉDITERRANÉENNE

# L'Algérie, acteur clé de l'initiative T-MED

*Inscrite dans le cadre du Pacte pour la Méditerranée adopté en 2025, l'Union européenne (UE) a lancé sa nouvelle initiative de coopération énergétique baptisée « Trans-Mediterranean Renewable Energy and Clean Tech Cooperation » (T-MED). Cette feuille de route ambitieuse vise à accélérer le développement des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et des technologies propres à l'échelle du bassin méditerranéen. Si ce programme concerne l'ensemble des pays partenaires du sud de la Méditerranée, l'Algérie apparaît déjà comme l'un des acteurs les plus stratégiques de cette nouvelle vision énergétique portée par Bruxelles. P 3*

## ORGANISATION, SÉCURITÉ ET AMÉLIORATION DES SERVICES

### Les nouveautés de la saison estivale 2026

À quelques jours du lancement officiel de la saison estivale 2026 à Tizi Ouzou, sous l'égide du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, les autorités affichent leur ambition de faire de cet été une saison mieux organisée, plus sûre et marquée par une amélioration des services offerts aux vacanciers. Parmi les principales nouveautés figurent le renforcement de la gratuité des plages, la lutte contre leur exploitation illégale, l'encadrement des jet-skis et des mesures facilitant le retour de la communauté nationale à l'étranger.

P 2



## LIGNE FERROVIAIRE IN SALAH-TAMANRASSET

### Achèvement de l'étude technique du projet

L'étude technique du projet de ligne ferroviaire reliant In-Salah à Tamanrasset sur une distance de 680 km a été achevée, a indiqué, mercredi à Oran, le chef du département Développement de la Société d'Etudes Techniques de Sétif, filiale du Groupe d'Etudes, d'Infrastructures, de Contrôle et d'Assistance (GEICA), spécialisé dans les travaux publics.

P 3

## STOCKAGE DES CÉRÉALES Réception d'un silo métallique de 20 000 tonnes à Guelma

Un silo métallique de stockage des céréales d'une capacité de 20.000 tonnes a été inauguré mardi dans la commune de Belkheir (wilaya de Guelma), lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine Oualid.

P 5

COOPÉRATION ALGÉRO-RUSSE  
**Les start-up au cœur des opportunités d'affaires** P 2

COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES  
**Cap sur l'amélioration de la qualité et l'exportation** P 3

PRÉSERVATION DU FONCIER AGRICOLE, CENTRES D'APPELS ET CLIMAT  
**Trois dossiers examinés par le Gouvernement** P 16



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Forte croissance du nombre d'étudiants algériens dans les universités russes**

Plus de 2 000 étudiants algériens (2 194 exactement) poursuivent actuellement leurs études dans les universités russes. Au cours de la dernière décennie, leur nombre a été multiplié par dix. Près d'un étudiant sur six bénéficie d'une formation entièrement financée grâce aux quotas accordés par le gouvernement russe.

L'enseignement supérieur en Russie offre aux étudiants la possibilité d'acquérir des connaissances solides et des qualifications de haut niveau dans les domaines les plus porteurs. Durant leur cursus, ils ont accès à des équipements de pointe dans les laboratoires universitaires et peuvent effectuer des stages au sein d'entreprises de premier plan.

La Russie figure parmi les principaux pôles mondiaux de formation des spécialistes, occupant la septième place sur le marché mondial de l'exportation de l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, plus de 400 000 étudiants internationaux suivent des études dans le pays, tandis que plus de 1,5 million de diplômés étrangers des établissements russes et soviétiques exercent leurs activités dans plus de 180 pays.

Parmi les filières les plus prisées par les étudiants algériens figurent la médecine, l'informatique, les différentes branches de l'ingénierie, le management, le génie logiciel, ainsi que la foresterie et l'écologie. Les établissements les plus attractifs comprennent notamment l'Université d'État de Tambov, l'Université Lobatchevski de Nijni Novgorod et, bien entendu, l'Université russe de l'Amitié des peuples (RUDN). Avec plus de 1 000 établissements d'enseignement supérieur répartis sur l'ensemble du territoire, la Russie offre à chacun la possibilité de trouver une université adaptée à son projet académique.

Un avantage supplémentaire pour les étudiants algériens réside dans l'accord de reconnaissance mutuelle des études, qualifications et diplômes conclu entre la Russie et l'Algérie. Signé le 30 janvier 2025 à Alger par le ministre algérien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, et le vice-ministre russe des Sciences et de l'Enseignement supérieur, Konstantin Mogilevski, cet accord permet aux diplômés algériens des universités russes de faire reconnaître officiellement leurs diplômes en Algérie sans avoir à se soumettre à des procédures complexes de vérification complémentaire.

Synthèse R. E.

ORGANISATION, SÉCURITÉ ET AMÉLIORATION DES SERVICES

**Les nouveautés de la saison estivale 2026**

À quelques jours du lancement officiel de la saison estivale 2026 à Tizi Ouzou, sous l'égide du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, les autorités affichent leur ambition de faire de cet été une saison mieux organisée, plus sûre et marquée par une amélioration des services offerts aux vacanciers. Parmi les principales nouveautés figurent le renforcement de la gratuité des plages, la lutte contre leur exploitation illégale, l'encadrement des jet-skis et des mesures facilitant le retour de la communauté nationale à l'étranger. Les pouvoirs publics comptent également diversifier les espaces de loisirs en mobilisant davantage de piscines, de forêts récréatives et d'infrastructures de détente à travers le pays.

Par Selma R.

Invité de la « Chaîne I » de la Radio nationale, Belkacem Bouzidi, directeur de l'action régionale et urbaine au ministère de l'Intérieur, a souligné que les préparatifs ont débuté bien plus tôt que les années précédentes. « L'évaluation de la saison 2025 et la préparation de la saison 2026 ont commencé dès le mois de novembre dernier », a-t-il indiqué, précisant que cette démarche répond aux orientations du président de la République visant à améliorer l'accueil des estivants. Cette anticipation se traduit déjà sur le terrain. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, les autorités locales multiplient les visites d'inspection et les réunions de coordination pour suivre l'avancement des travaux d'aménagement des plages, des piscines de proximité, des stations thermales, des forêts et des espaces récréatifs. Les opérations portent notamment sur le nettoyage des sites, l'amélioration des accès, la mise à niveau des infrastructures et le renforcement des dispositifs de sécurité. Parmi les changements les plus visibles figure l'élargissement de l'offre balnéaire. Cette année, 470 plages sont autorisées à la baignade, soit neuf de plus que l'été dernier. La principale nouveauté concerne toutefois leur mode d'exploitation. Les espaces concédés aux opé-

rateurs privés ne pourront désormais représenter que 30 % de la superficie des plages, contre 50 % auparavant. Selon Belkacem Bouzidi, cette mesure vise à « garantir le caractère gratuit des plages et préserver le droit des citoyens à profiter librement du littoral ». Les services proposés dans les zones concédées resteront facultatifs et les tarifs devront être affichés de manière transparente, tandis que 70 % des plages demeureront accessibles gratuitement. Les autorités renforcent également la lutte contre l'occupation illégale des plages. En 2025, plus de 7 000 infractions ont été enregistrées. « La loi prévoit des peines pouvant aller jusqu'à une année d'emprisonnement ainsi que d'importantes amendes pour toute exploitation illégale ou agressive des plages », a rappelé le responsable. Les citoyens pourront signaler les dépassements via les numéros verts des services de sécurité et de la Protection civile. La sécurité sera également renforcée grâce à la mobilisation permanente de la Police, de la Gendarmerie nationale et de la Protection civile. Des administrateurs de plages seront déployés pour orienter les vacanciers et coordonner les différents services. Autre nouveauté : l'encadrement strict des jet-skis. Désormais interdits dans les zones de baignade, ils seront cantonnés à des espaces spécifiques. « Ces engins constituent un facteur de risque important

pour les baigneurs », a expliqué Belkacem Bouzidi, précisant qu'ils ne pourront pas s'approcher à moins de 100 mètres des zones réservées à la baignade.

Les membres de la communauté nationale à l'étranger bénéficieront également de facilités d'accès au territoire national. Ils pourront entrer en Algérie avec leur carte nationale d'identité biométrique et un passeport étranger, même si leur passeport algérien est expiré. Les effectifs seront par ailleurs renforcés dans les ports, les aéroports et les postes frontaliers afin de fluidifier les contrôles. Les pouvoirs publics misent aussi sur une diversification des loisirs avec la mobilisation de plus de 600 piscines, dont neuf nouvelles infrastructures, ainsi que de plus de 200 forêts récréatives, de parcs nationaux et d'espaces de détente répartis à travers le pays. Le « Plan Bleu » sera reconduit pour faciliter l'accès des habitants des wilayas de l'intérieur aux plages, tandis que 33 000 enfants issus du Sud, des Hauts-Plateaux et de la diaspora bénéficieront de colonies de vacances. Enfin, les contrôles sanitaires seront renforcés afin de prévenir les intoxications alimentaires et garantir la qualité de l'eau potable. Des opérations de nettoyage et d'assainissement accompagneront l'ensemble du dispositif afin d'assurer le bon déroulement de la saison estivale 2026.

COOPÉRATION ALGÉRO-RUSSE

**Les start-up au cœur des opportunités d'affaires**

Une délégation du Conseil d'affaires algéro-russe a visité, mardi, l'accélérateur public Algeria Venture, dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre l'Algérie et la Russie, notamment dans les domaines de la technologie, de l'entrepreneuriat et de l'accompagnement des start-up.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la visite, le directeur des start-up et des structures d'appui au ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Chems Eddine Bemmoussat, a indiqué que cette visite a permis à la délégation russe de découvrir les composantes de l'écosystème national des start-up et des micro-entreprises, ainsi que des modèles d'entreprises algériennes disposant du potentiel nécessaire pour nouer des partenariats avec des opérateurs russes, africains et internationaux. Les exposés présentés lors de la visite ont

porté sur des projets innovants dans les domaines de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité, a-t-il précisé, mettant en avant la capacité des start-up algériennes à investir les marchés internationaux et à exporter leurs services.

De son côté, le président du Conseil d'affaires algéro-russe, Ahmed Azimov, a souligné l'intérêt du Conseil pour le développement de partenariats technologiques bilatéraux, indiquant que cette visite a permis de découvrir des projets ayant enregistré des avancées remarquables dans les domaines de la technologie et de l'économie de la connaissance. Il a ajouté qu'un certain nombre de projets présentés disposent d'un fort potentiel d'expansion et d'une grande capacité à attirer des investissements hors d'Algérie, y compris de Russie, précisant avoir découvert un écosystème propice aux idées innovantes, aux compétences et aux investissements.

Il a également indiqué que le Conseil, en tant qu'espace réunissant des hommes d'affaires des deux pays, entend accorder la priorité au secteur technologique, vu son rôle central dans la stimulation du développement économique.

M. Azimov a en outre souligné l'importance des projets liés à l'intelligence artificielle, devenu un levier essentiel pour de nombreux secteurs économiques, mettant en avant la volonté d'encourager l'établissement de partenariats algéro-russes en la matière. Dans le même contexte, il a précisé que de grandes entreprises technologiques russes ont récemment commencé à s'implanter sur le marché algérien et à constituer des groupes de travail locaux, ce qui témoigne de leur intérêt pour l'Algérie non seulement en tant que marché, mais également comme porte d'entrée vers les marchés africains.

R. E.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## NOUVELLE STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE EURO-MÉDITERRANÉENNE

**L'Algérie, acteur clé de l'initiative T-MED**

Inscrite dans le cadre du Pacte pour la Méditerranée adopté en 2025, l'Union européenne (UE) a lancé sa nouvelle initiative de coopération énergétique baptisée « Trans-Mediterranean Renewable Energy and Clean Tech Cooperation » (T-MED). Cette feuille de route ambitieuse vise à accélérer le développement des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et des technologies propres à l'échelle du bassin méditerranéen. Si ce programme concerne l'ensemble des pays partenaires du sud de la Méditerranée, l'Algérie apparaît déjà comme l'un des acteurs les plus stratégiques de cette nouvelle vision énergétique portée par Bruxelles.

Par Selma R.

L'initiative T-MED ambitionne de mobiliser jusqu'à 25 milliards d'euros d'investissements à l'horizon 2035, grâce notamment à plus de 5 milliards d'euros de garanties accordées par la Commission européenne dans le cadre du Fonds européen pour le développement durable Plus (FEDD+). L'objectif est de contribuer au développement de 15 gigawatts de nouvelles capacités d'énergies renouvelables et de créer plus de 100 000 emplois dans les secteurs des technologies propres. Pour l'Union européenne, les enjeux dépassent largement le cadre de la transition énergétique. Face aux tensions géopolitiques, à la volatilité des marchés des hydrocarbures et aux impératifs de décarbonation, Bruxelles cherche à renforcer sa sécurité énergétique en s'appuyant sur les immenses ressources renouvelables du sud de la Méditerranée. Dans cette stratégie, l'Algérie occupe une place de choix. Les responsables européens mettent en avant les atouts exceptionnels du pays. Avec l'un des plus vastes territoires du continent africain, un ensoleillement parmi les plus élevés au monde et d'importantes ressources éoliennes, l'Algérie dispose d'un potentiel susceptible de transformer durablement la carte énergétique régionale. Une déclaration relayée par des responsables européens illustre l'ampleur des attentes placées dans le pays : « Avec une portion du seul territoire algérien, vous pouvez couvrir tous les besoins énergétiques de l'Europe ». Cette reconnaissance intervient alors que l'Algérie accélère sa propre transition énergétique. À travers son Programme national de développement des énergies renouvelables, le pays ambitionne d'atteindre 15 000 MW de capacités renouvelables installées d'ici 2035. Le solaire photovoltaïque constitue le principal pilier de cette stratégie, avec

près de 14 000 MW prévus. Cette orientation vise à réduire la consommation nationale de gaz naturel, à préserver davantage de volumes destinés à l'exportation et à renforcer la sécurité énergétique du pays. Le programme « Solar 1000 MW » illustre cette dynamique. Réparti sur plusieurs wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, il constitue la première étape d'un vaste déploiement de centrales photovoltaïques appelées à modifier progressivement le mix énergétique national. Pour l'Algérie, l'initiative T-MED pourrait accélérer cette trajectoire en facilitant l'accès aux financements, aux technologies et aux partenariats industriels. L'un des principaux intérêts de T-MED réside d'ailleurs dans son approche globale. Le programme ne se limite pas à la production d'électricité verte. Il s'articule autour de cinq axes complémentaires : la mobilisation des investissements, la coopération réglementaire, le développement des compétences, la modernisation des infrastructures énergétiques et le renforcement de la coopération industrielle dans les technologies propres. Vers un hub énergétique régional Pour l'Algérie, ces différents volets ouvrent des perspectives considérables. Le développement d'une industrie locale liée aux panneaux photovoltaïques, aux équipements électriques, aux systèmes de stockage ou encore aux infrastructures énergétiques pourrait favoriser une montée en intégration industrielle et générer des milliers d'emplois qualifiés. L'« Agenda des compétences T-MED » annoncé par Bruxelles constitue également une opportunité pour renforcer la formation des ingénieurs, techniciens et spécialistes des métiers de la transition énergétique. L'autre grande perspective concerne l'hydrogène vert, considéré comme l'un des marchés énergétiques les plus prometteurs des prochaines décennies. Grâce à son potentiel solaire exceptionnel et

à ses vastes espaces sahariens, l'Algérie dispose des conditions nécessaires pour produire à grande échelle un hydrogène compétitif destiné aussi bien à son marché intérieur qu'à l'exportation. Le projet SouthH2 Corridor, qui vise à acheminer l'hydrogène vert d'Afrique du Nord vers l'Europe, illustre cette ambition et place l'Algérie parmi les futurs fournisseurs potentiels du continent européen. Parallèlement, l'amélioration des réseaux électriques, le développement des échanges transfrontaliers d'électricité verte et l'intégration de technologies intelligentes figurent parmi les priorités de T-MED. Ces investissements pourraient renforcer le rôle de l'Algérie comme plateforme énergétique reliant l'Europe, le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Cette ambition se traduit déjà par plusieurs projets structurants. Parmi eux figure le projet d'interconnexion électrique sous-marine entre l'Algérie et l'Italie, développé par Sonelgaz et le gestionnaire italien Terna. Cette infrastructure permettrait, à terme, d'acheminer vers l'Europe l'électricité produite par les futures centrales solaires algériennes. Souvent présenté comme le prolongement électrique des grands gazoducs reliant déjà l'Algérie au continent européen, ce projet pourrait devenir l'un des piliers de l'intégration énergétique euro-méditerranéenne. Alors que la première réunion opérationnelle de la plateforme d'investissement T-MED est prévue pour octobre 2026 et que les premières coopérations industrielles devraient émerger dès 2027, l'Algérie semble disposer d'une occasion historique pour consolider son statut de puissance énergétique régionale. Dans la nouvelle géographie énergétique que cherche à bâtir l'Union européenne, le Sahara algérien pourrait ainsi devenir l'un des principaux pôles de production d'énergie propre de la Méditerranée et un moteur majeur de la transition énergétique régionale.

## LIGNE FERROVIAIRE IN SALAH-TAMANRASSET

**Achèvement de l'étude technique du projet**

L'étude technique du projet de ligne ferroviaire reliant In-Salah à Tamanrasset sur une distance de 680 km a été achevée, a indiqué, mercredi à Oran, le chef du département Développement de la Société d'Études Techniques de Sétif, filiale du Groupe d'Études, d'Infrastructures, de Contrôle et d'Assistance (GEICA), spécialisé dans les travaux publics. M. Kherfi Djamel-Eddine a déclaré à l'APS, en marge de la deuxième édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires (Algeria Rail Expo 2026), qui se tient au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, que la société a finalisé l'étude de ce projet, inscrit dans le cadre de la ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset. L'étude a été remise à l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), qui sera chargée du suivi et de la réalisation du projet après le choix de l'entreprise devant

être chargée de son exécution. L'étude du nouveau projet de ligne ferroviaire reliant In Salah à Tamanrasset prévoit la réalisation de huit grandes gares le long du tracé, dans plusieurs localités telles qu'In Salah, Arak, Moulay-Lahcene, In-M'Guel, Tit et Tamanrasset, ainsi que la réalisation d'ouvrages d'art, notamment de grands ponts totalisant une longueur d'environ 11 km. Le responsable a ajouté que le projet comprend aussi la réalisation d'environ 65 ouvrages d'art de moindre envergure, tels que des ponts, des passages supérieurs et inférieurs, afin d'assurer la sécurisation des croisements entre la voie ferrée et les routes sans perturber la circulation routière. La même source a mis en avant l'importance de ce mégaprojet stratégique, qui contribuera fortement au désenclavement des régions du Grand Sud et à la facilitation des déplacements, rappelant également sa dimension économique et commerciale pour les pays

voisins de la région du Sahel. A noter que le Groupe d'Études, d'Ingénierie, de Contrôle et d'Assistance (GEICA), spécialisé dans les travaux publics et regroupant quatre bureaux d'études, ainsi que quatre laboratoires de contrôle à l'échelle nationale, a participé à la réalisation de plusieurs projets structurants dans le domaine ferroviaire, notamment la ligne minière Gara Djebilet-Bechar-Oran et la ligne minière Tébessa-Annaba. Pour rappel, le Salon, inauguré par le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Djamel-Eddine Abdelghani Dridi, réunit près de 40 exposants représentant des entreprises publiques et privées nationales, telles que la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), les groupes Cosider et GICA, ainsi que des exposants étrangers provenant de sept pays, dont l'Autriche, l'Allemagne, la Chine, l'Italie et l'Égypte.

APS

## COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES

**Cap sur l'amélioration de la qualité et l'exportation**

Par S. R.

Des professionnels de l'industrie des compléments alimentaires ont mis en avant, mercredi à Alger, les perspectives "prometteuses" de cette branche en Algérie, compte tenu de la dynamique qu'elle connaît actuellement, soulignant que l'objectif à l'avenir est d'améliorer la qualité, et encourager l'investissement et l'exportation. S'exprimant lors d'une rencontre organisée pour l'annonce de la création de l'Association des producteurs algériens de compléments alimentaires (APACA), son président Mejdji Soussi, a indiqué que l'augmentation du nombre de producteurs et d'opérateurs à l'échelle nationale reflète la dynamique enregistrée, précisant que la création de l'association vise à doter la filière d'un cadre fédérateur à même de promouvoir la qualité et d'accompagner les opérateurs dans le respect des exigences réglementaires. A terme, a-t-il ajouté, l'objectif est de faire de l'industrie algérienne des compléments alimentaires un "secteur de référence à l'échelle régionale", à travers l'amélioration de la qualité, l'encouragement de l'innovation, l'attraction des investissements et le développement des exportations. Il a affirmé que l'association entend contribuer à la structuration et au développement de la filière à travers la promotion des bonnes pratiques, de la transparence, de la normalisation et de l'échange d'expertises entre les différents acteurs. Concernant ses priorités, l'association prévoit de renforcer ses structures organisationnelles et d'instaurer un dialogue permanent avec les autorités sanitaires et les organismes concernés, a-t-on souligné. Elle ambitionne également de lancer des programmes de formation destinés aux professionnels du secteur, d'élaborer des guides de bonnes pratiques et d'organiser des rencontres nationales consacrées à l'évaluation de la filière et à l'identification de ses priorités stratégiques. De son côté, la secrétaire générale de l'association, Linda Aït Ahmed, a tenu à rappeler que les compléments alimentaires constituent un soutien à une alimentation équilibrée sans pour autant s'y substituer, soulignant les opportunités de développement qu'offre cette branche pharmaceutique en Algérie. Données à l'appui, elle a également fait état lors d'un exposé d'une progression continue de l'industrie des compléments alimentaires à l'échelle mondiale au cours de la dernière décennie. Les participants aux débats ont, en outre, souligné l'importance de sensibiliser davantage les consommateurs quant à l'utilisation responsable de ces produits, situés à mi-chemin entre l'aliment et le médicament, afin d'éviter tout usage inapproprié.

UNIVERSITÉ ABBAS-LAGHROUR (KHENCHELA)- UNIVERSITÉ BRITANNIQUE DE MONTFORT

### Signature d'une convention de coopération

Une convention de coopération internationale a été signée entre les universités Abbas-Laghrour de Khenchela et la De Montfort University (DMU) de Leicester, au Royaume-Uni, a déclaré, mercredi, le directeur de l'Université de Khenchela, Abdelouahed Chala. La convention a été signée dans le cadre du renforcement de l'ouverture de l'Université de Khenchela sur l'environnement international et de la création de partenariats stratégiques efficaces, a souligné le même responsable. M. Chala a indiqué à l'APS que cette convention visant à renforcer le partenariat académique et scientifique entre les deux universités et à soutenir les échanges et le développement de la recherche scientifique conjointe dans diverses spécialités, a été signée mardi au siège de l'Université de Khenchela. Le même responsable a ajouté qu'il sera procédé, au titre de cette convention, à des échanges de visites scientifiques, à l'organisation de stages au profit des enseignants et des étudiants, ainsi que l'encadrement en commun de thèses de doctorat et de projets de recherche. La convention prévoit également l'échange de publications et de références scientifiques pour améliorer la qualité de la recherche scientifique, l'organisation de manifestations scientifiques et de conférences internationales conjointes, ainsi que l'échange de productions scientifiques et de publications académiques. M. Chala a souligné, en conclusion, que cette coopération vise également à consolider la performance académique et scientifique de l'Université Abbas-Laghrour et à renforcer sa présence sur la scène internationale.

R. E.

### ÉLECTROMÉNAGER ET SOLUTIONS INTELLIGENTES

## LG Electronics Algérie dévoile ses dernières innovations

LG Electronics a présenté, lundi dernier, ses dernières innovations conçues pour améliorer le confort et simplifier le quotidien des consommateurs algériens, dans le cadre de sa vision « Always One Step Ahead for Your Comfort ». Face à une demande croissante des consommateurs en matière de gain de temps, de performance et de qualité dans les tâches quotidiennes, LG répond à ces besoins en proposant des solutions électroménagères intelligentes et innovantes. À travers une mise en scène illustrant l'évolution de ses technologies, LG a démontré comment ses produits continuent d'évoluer pour répondre aux besoins des foyers modernes en matière de performance, de praticité et de connectivité. Parmi les nouveautés présentées figuraient les nouveaux lave-linge séchants LG F0Z9DFP26 (20/10 kg) et LG F0Z6DRP24 (15/8 kg), conçus pour offrir davantage de capacité, de confort et d'efficacité. LG a également dévoilé son nouveau lave-vaisselle DFC287HVS (XD2), qui associe performances de nettoyage avancées et praticité. Au-delà de ces nouveautés, l'événement a également permis aux invités de découvrir les dernières innovations LG dans d'autres catégories de produits. Les participants ont no-

tamment pu explorer les nouveaux aspirateurs intelligents LG, offrant une puissante performance d'aspiration, une station tout-en-un et des solutions de nettoyage plus pratiques pour toute la maison. LG a également présenté ses dernières technologies d'affichage, notamment ses téléviseurs grand format UHD et QNED, conçus pour offrir une expérience visuelle immersive grâce à des performances d'image avancées, des couleurs plus riches et des fonctionnalités intelligentes optimisées. « L'innovation n'a de sens que lorsqu'elle apporte une réelle valeur ajoutée aux consommateurs. Avec ces nouvelles solutions de lavage, de nettoyage et de divertissement, LG poursuit son engagement à proposer des technologies toujours plus avancées, conçues pour répondre aux besoins évolutifs des foyers algériens. Notre objectif est de rendre le quotidien plus simple, plus confortable et plus connecté. » Mustapha Kamel Nabi, directeur Marketing chez LG Electronics Algérie. À travers ces nouvelles solutions, LG réaffirme sa volonté d'innover continuellement afin d'améliorer le quotidien des consommateurs.

Synthèse R. E.

### Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rand Net %	Volumes transigés	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,12	-10,71	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1397,00	-0,07	-0,06	-0,76	8,98	5,57	7900	11 036 300,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,09	1,25	6,57	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 067,00	2067,00	0,00	-0,42	-7,41	9,86	6,05	8566	17 705 922,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,27	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	8,09	4,21	4,72	0	0,00

## LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DES ENR S'EST ENTRETENU AVEC M. BAN KI-MOON

# Les perspectives de coopération avec Global Green Growth Institute examinées

La stratégie nationale de récupération et de valorisation des biens industriels saisis franchit une nouvelle étape. En visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Adrar, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a mis en avant les résultats concrets de cette politique publique à travers l'inauguration de deux briqueteries et l'inspection d'un troisième projet en cours de réhabilitation. Une démarche qui illustre, selon lui, la volonté de l'État de transformer les actifs récupérés en véritables moteurs de croissance, de création d'emplois et de développement régional.

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, M. Mourad Adjal, a reçu, avant-hier à Alger, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, en visite en Algérie en sa qualité de président de l'Assemblée et du Conseil d'administration de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), avec lequel il a examiné les perspectives de renforcement de la coopération, notamment dans les domaines de la transition énergétique, du développement durable et de l'efficacité énergétique, en accord avec l'orientation de l'Algérie vers la construction d'une économie durable, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue en présence de cadres du ministère et de représentants de l'Institut, les deux parties ont évoqué les moyens de développer le partenariat technique et institutionnel entre le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables et le GGGI, notamment dans les domaines de l'élaboration d'études et de programmes liés à la transition

énergétique, du développement de projets en matière d'énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et de la gestion des ressources hydriques associées aux projets énergétiques, précise la même source. A cette occasion, M. Adjal a souligné l'engagement du secteur à mettre en œuvre les orientations et instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité énergétique et à consolider les fondements du développement durable. Il a également réaffirmé l'engagement de l'Algérie à assurer un équilibre entre la garantie de la sécurité énergétique et la promotion d'un développement socioéconomique durable, à travers la valorisation des ressources nationales et l'élargissement de la contribution des énergies renouvelables dans le mix énergétique national, ajoute le communiqué. Dans ce contexte, le ministre a présenté les principaux projets stratégiques que le secteur s'emploie à concrétiser, à commencer par le programme de développement de 15.000 mé-

gawatts d'énergie solaire photovoltaïque, le programme de développement de l'hydrogène vert, ainsi que les projets liés aux usages pacifiques de l'énergie nucléaire. M. Adjal a, en outre, souligné la disponibilité du ministère à travailler en étroite collaboration avec les équipes du GGGI en vue d'élaborer une feuille de route opérationnelle et efficace, permettant d'atteindre les objectifs communs et de renforcer la coopération entre les deux parties. De son côté, M. Ban Ki-moon a salué les progrès réalisés par l'Algérie dans le développement des énergies renouvelables ainsi que les importantes potentialités dont elle dispose, notamment dans le domaine de l'énergie solaire. A cet égard, il a fait part de la disposition du GGGI à accompagner l'Algérie dans la mise en œuvre de ses projets et programmes visant à accélérer la transition vers une économie à faible émission de carbone.

APS

## INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

### Examen des perspectives de renforcement de la coopération numérique avec Huawei

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, mardi à Alger, une délégation du groupe chinois Huawei, avec laquelle il a examiné les perspectives de

renforcement de la coopération dans le domaine de la transformation numérique et du développement des services numériques dans son secteur, indique un communiqué du ministère. La rencontre a permis de prendre connaissance de l'expertise dont dispose le groupe Huawei dans les domaines de la numérisation et des technologies modernes, ainsi que de ses propositions visant à accompagner les efforts du ministère en matière de modernisation de l'administration et d'amélioration des plateformes numériques destinées aux opérateurs économiques et aux acteurs du secteur de l'industrie pharmaceutique, précise la même source. Les entretiens ont également porté sur les perspectives d'intégration de l'intelligence arti-

cielle dans le développement et l'amélioration des services numériques du secteur, de manière à accélérer le traitement des dossiers et à optimiser les performances. A cette occasion, M. Kouidri a souligné le caractère stratégique de la numérisation du secteur de l'industrie pharmaceutique, conformément aux orientations des hautes autorités du pays visant à établir une administration moderne fondée sur la numérisation et les technologies modernes. Cette démarche, a-t-il ajouté, a pour objectif d'améliorer la qualité des services proposés aux opérateurs économiques et de renforcer la transparence et l'efficacité dans la gestion du secteur, conclut le communiqué.

APS

## Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 09 جوان 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Juin 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup>			المنتجات	
	أسعار التجزئة				
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	78	89	67	البطاطا
	Tomate	87	102	71	الطماطم
	Oignon sec	74	85	63	البصل الجاف
	Ail sec	667	756	578	الثوم الجاف
	Ail vert	249	273	226	الثوم الاخضر
	Carotte	90	102	78	الجزر
	Navet	96	107	85	اللفت
	Petit pois	200	225	175	الجبانة
	Fève verte	106	115	98	الفول الاخضر
	Courgette	69	82	55	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	160	177	143	الفصولياء الخضراء
	Laitue	94	107	80	الخس
	Pomme locale	586	707	464	التفاح المحلي
	Datte	490	617	364	التمر
Produits d'origine animale	Banane	489	511	467	فواكه طازجة
	Melon	134	155	114	البطيخ الاصفر
	Pastèque	82	96	68	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1984	2145	1823	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	396	408	384	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

## ROUTE TRANSSAHARIENNE

# Une nouvelle étape vers un corridor économique africain intégré

Réunis à Alger à l'occasion de la 77<sup>e</sup> session du Comité de liaison de la Route transsaharienne (CLRT), les représentants des six pays membres ont dressé un bilan largement positif de l'avancement de ce projet continental majeur, tout en traçant les contours de sa future transformation en corridor économique intégré. C'est ce qu'a affirmé le secrétaire général du Comité, Mohamed Ould Mohamedi, lors de son intervention chez nos confrères de la radio nationale.

Par Réda Hadi

Plus de soixante ans après son lancement, la Route transsaharienne apparaît aujourd'hui comme l'un des projets d'infrastructures les plus ambitieux du continent africain. Initiée au lendemain des indépendances sous l'impulsion des institutions africaines, elle relie désormais l'Algérie, la Tunisie, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Tchad à travers un réseau routier de près de 9.800 kilomètres. Selon M. Ould Mohamedi, l'axe principal reliant Alger à Lagos est désormais quasiment achevé. En Algérie, la route est entièrement opérationnelle jusqu'à In Guezzam, à la frontière nigérienne. Des travaux de maintenance et de réhabilitation sont actuellement en cours afin de renforcer la qualité de cette infrastructure stratégique. Au Niger, le dernier tronçon reliant la frontière algérienne à Assamaka est en phase avancée de réalisation et devrait être achevé avant la fin de l'année. Une fois ces travaux finalisés, la liaison continue entre Alger et Lagos sera pleinement opérationnelle. Du côté nigérien, les infrastructures routières sont déjà largement développées et répondent aux standards internationaux.

Les branches secondaires du réseau connaissent également des avancées significatives. La liaison Ghardaïa-Gabès est totalement fonctionnelle, tandis que la connexion entre Tamanrasset et Bamako nécessite encore la réalisation d'environ 400 kilomètres au Mali. Concernant la branche reliant le Niger au Tchad, plusieurs projets sont en cours, avec un soutien affirmé de l'Algérie pour accélérer la réalisation de certains tronçons stratégiques. Mais au-delà de la simple dimension routière, les États membres ambitionnent désormais de faire évoluer la Transsaharienne vers un véritable corridor économique régional. « L'infrastructure est réalisée à plus de 90 %. L'enjeu aujourd'hui est de transformer cette route en un outil de développement économique et d'intégration régionale », a souligné le secrétaire général du CLRT. Cette évolution s'appuie sur plusieurs études réalisées avec le concours de la Banque islamique de développement et de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les conclusions de ces travaux ont mis en évidence la nécessité de renforcer la coordination entre les différents secteurs concernés : transports, commerce, douanes, logistique, fi-

nances et infrastructures.

L'objectif est de fluidifier les échanges commerciaux, d'harmoniser les réglementations et de réduire les délais de transit afin d'améliorer la compétitivité des échanges entre les pays traversés. Cette ambition revêt une importance particulière pour les pays enclavés comme le Mali, le Niger et le Tchad, qui pourraient bénéficier d'un accès plus rapide aux ports algériens de la Méditerranée. Le responsable a également mis en avant les perspectives offertes par les projets complémentaires, notamment la route Tindouf-Zouerate vers la Mauritanie, le déploiement de la fibre optique ainsi que le futur prolongement du réseau ferroviaire vers le Grand Sud. Autant d'infrastructures appelées à renforcer l'attractivité économique des régions sahariennes et à stimuler les investissements privés. La prochaine réunion du Comité de liaison devrait se tenir avant la fin de l'année à N'Djamena, au Tchad. Elle sera principalement consacrée à la mise en œuvre de la feuille de route visant à faire de la Transsaharienne non plus seulement une route, mais un véritable moteur de développement et d'intégration économique pour l'Afrique.

## STOCKAGE DES CÉRÉALES

## Réception d'un silo métallique de 20 000 tonnes à Guelma

Un silo métallique de stockage des céréales d'une capacité de 20.000 tonnes a été inauguré mardi dans la commune de Belkheir (wilaya de Guelma), lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine Qualid. La cérémonie s'est déroulée en présence du wali de Guelma, M. Samir Chibani, de représentants des autorités locales, de cadres du secteur agricole ainsi que des responsables de la Société nationale des

constructions métalliques (SNC Metal). Réalisé au profit de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI), cet ouvrage stratégique a été entièrement conçu, fabriqué et réalisé par la société SNC Metal, filiale spécialisée de la Société nationale holding de l'industrie du fer (SNS). Selon les responsables du projet, cette infrastructure de stockage moderne s'inscrit dans le cadre des efforts consentis par les pouvoirs publics pour renforcer les capacités nationales de stockage des céréales et soutenir la politique

nationale de sécurité alimentaire. Le projet témoigne également du savoir-faire national dans le domaine des constructions métalliques et de la capacité des entreprises algériennes à réaliser des infrastructures d'envergure répondant aux normes techniques et qualitatives les plus exigeantes. À cette occasion, les responsables de la Société nationale des constructions métalliques (SNS) ont souligné que cette réalisation constitue une nouvelle contribution du groupe au développement des infra-

structures stratégiques du pays et à la promotion de l'industrie nationale, appelée à jouer un rôle central dans l'accompagnement des programmes de développement économique et agricole. L'entrée en service de ce silo devrait contribuer à l'amélioration des conditions de stockage des céréales dans la région et à l'optimisation de la gestion des récoltes, dans le cadre de la stratégie nationale visant à renforcer la sécurité alimentaire et à réduire les pertes post-récolte. Z R.

### HYDROCARBURES La portée du TSGP comme vecteur d'intégration régionale, soulignée par un média spécialisé

La dimension géopolitique et l'importance du gazoduc transsaharien (TSGP) en matière d'intégration africaine, à la faveur du lancement la semaine dernière à Adrar par Sonatrach des travaux de la section algérienne de ce projet énergétique destiné à relier le Nigeria aux marchés européens, via le Niger et l'Algérie, a été soulignée par le média "Pipeline Journal". Dans un article consacré au projet, ce média spécialisé dans les infrastructures énergétiques et basé en Allemagne, a relevé qu'avec le lancement par la société nationale des hydrocarbures Sonatrach de la réalisation du tronçon algérien du gazoduc transsaharien, ce projet d'infrastructure majeur tout en entier est effectivement mis en exécution. Au-delà de son aspect purement énergétique, l'infrastructure intervient dans un contexte marqué par les efforts de diversification des approvisionnements énergétiques européens, ce qui fait de ce gazoduc "un projet géopolitique majeur", note la même source. Le média met également en exergue la dimension africaine du projet. Citant Sonatrach, il indique que le gazoduc est un "mécanisme essentiel pour l'intégration économique régionale et la valorisation des ressources énergétiques africaines".

Cet "important corridor" d'exportation à travers le continent africain sera raccordé aux infrastructures méditerranéennes existantes permettant l'acheminement du gaz vers les marchés européens. "Pipeline Journal" précise que le nouveau tronçon algérien suivra le corridor de la route transsaharienne, depuis la frontière algéro-nigérienne jusqu'au complexe gazier de Hassi R'Mel, principal centre national de distribution du gaz naturel.

Le média souligne que Hassi R'Mel constitue le principal noyau gazier du pays et qu'il est relié à un vaste réseau national de transport ainsi qu'à des infrastructures d'exportation et de gazoducs déjà établies. Une fois achevé, le gazoduc transsaharien devrait s'étendre sur près de 4.128 km. Les estimations citées par le média spécialisé indiquent qu'il pourrait transporter entre 20 et 30 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel par an.

APS

## ASSURANCES AGRICOLES

## La CNMA affiche un bilan positif en 2025

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), a réalisé en 2025, des résultats financiers "positifs", notamment dans le sillage de l'amélioration des performances des différents segments d'assurance dans lesquels opère la compagnie publique, selon le bilan annuel rendu public mercredi. Approuvé lors des travaux de l'Assemblée générale ordinaire tenue récemment, le bilan note que le portefeuille des assurances agricoles de la Cnma a dépassé les 1,6 milliard de Da l'an dernier, enregistrant ainsi une croissance de 10 % par rapport à 2024. Par ailleurs, la Caisse a procédé au règle-

ment des sinistres d'un montant de 8,1 milliards de Da, soit une hausse de 17 %. Cette évolution s'explique par la performance positive des différents segments de l'assurance agricole, l'assurance végétales ayant enregistré une croissance de 7 %, tandis que celle de la branche animale a progressé de 10 %, ce qui reflète le "renforcement continu de l'accompagnement assuré par la CNMA en faveur des différentes filières. Le volume d'activité financière de la caisse a atteint, quant à lui, 27,5 milliards Da l'année passée, ce qui traduit les engagements de la CNMA "envers ses sociétaires et assurés, tout en consolidant la relation de confiance qui

la lie au monde agricole et aux différents acteurs économiques", est-il indiqué dans le communiqué, ajoutant que cela a permis la réalisation d'un bénéfice net avoisinant les 2 milliards DA en 2025 et un chiffre d'affaires de 15,2 milliards Da (+12 %). Selon la même source, les résultats obtenus traduisent "la réussite de la stratégie de développement engagée par la CNMA dans le cadre de son plan stratégique pluriannuel 2025-2027". A cet égard, la CNMA "a réitéré son engagement à poursuivre l'accompagnement du monde agricole et rural, conformément aux orientations nationales visant à la modernisation du secteur agri-

cole, la sécurisation des investissements agricoles ainsi que le renforcement de la souveraineté alimentaire nationale". Elle poursuivra également la mise en œuvre de sa stratégie visant à diversifier ses activités de manière étudiée en s'orientant vers des secteurs prometteurs, notamment les industries agroalimentaires de transformation, le transport et diverses activités économiques, afin de renforcer ses équilibres financiers et soutenir sa croissance durable", mettant en avant sa position de partenaire fiable des agriculteurs, éleveurs et opérateurs économiques.

APS

## ORAN

**Lancement de l'opération d'équipement des plages et leur mise à disposition gratuite au profit des citoyens**

Le wali d'Oran, M. Brahim Ouchene, a supervisé, mardi depuis la plage de Madagh (Ouest d'Oran), le lancement de l'opération d'équipement des plages avec différents aménagements, qui seront mis gratuitement à la disposition des citoyens.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application des instructions du président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, qui a insisté sur la nécessité de prendre toutes les mesures garantissant la gratuité de l'accès aux plages et d'assurer un suivi rigoureux pour la réussite de la saison estivale. S'exprimant à la presse en marge du lancement de cette opération, M. Ouchene a indiqué que l'équipement des plages de la wilaya en parasols, de chaises et de tables, mis gratuitement à la disposition des citoyens, a débuté aujourd'hui à partir de la plage pilote de Madagh. L'opération sera généralisée à l'ensemble des plages de la wilaya à partir de la semaine prochaine, a-t-il indiqué.

Le responsable local a ajouté que la généralisation de cette mesure interviendra à la fin de la période des examens du baccalauréat, précisant que les 31 plages autorisées à la baignade seront gratuites et dotées de toutes les commodités nécessaires au profit des citoyens et des estivants, conformément aux instructions du président de la République lors du Conseil des ministres.

Le wali a également souligné sa détermination à prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'application effective de la gratuité des plages et mettre fin aux pratiques d'appropriation illégale de ces espaces. Il a souligné que les services de sécurité veilleront à empêcher de tels comportements, afin de préserver le caractère public et gratuit des plages et de lutter contre les pratiques illégales qui limitaient auparavant le droit des citoyens à profiter librement du littoral.

Et d'ajouter: "nous sommes pleinement engagés dans cette démarche afin de permettre aux familles algériennes de profiter des plages, de la mer et des vacances", saluant à cet égard le soutien apporté par les investisseurs et les opérateurs économiques de la wilaya pour l'équipement des plages en tables, parasols et chaises.

Il convient de rappeler qu'au moins 250 agents ont bénéficié d'une formation de base assurée par la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya. Leur mission consistera à encadrer et à organiser les plages, ainsi qu'à accueillir et orienter les citoyens, note-on.

APS

## TIARET

**Mise en œuvre de plusieurs projets pour assurer la continuité de l'alimentation en électricité durant l'été**

La direction de Distribution de Tiaret, relevant de la Société nationale de l'électricité et du gaz « Sonelgaz », a mis en œuvre, récemment, plusieurs projets visant à consolider l'alimentation de la population en énergie électrique, dans le cadre d'un plan anticipatif destiné à éviter les coupures durant la saison estivale, à-on informé, mardi, auprès de son directeur, Lazreg Benmaâzouza.

Benmaâzouza a présenté, lors d'une conférence de presse tenue au siège de la direction, les principaux projets réalisés, qui comprennent la création de nouveaux départs électriques dans plusieurs communes de l'ouest de la wilaya, ainsi que le renouvellement des câbles vétustes, la mise en œuvre d'opérations préventives pour protéger le réseau contre les incendies, et plus d'autres projets qui seront prochainement mis en service.

Dans ce cadre, un régulateur de tension électrique a été mis en service dans la commune de Sidi Abderrahmane, ayant permis d'augmenter l'intensité du courant de 15%. Deux nouveaux départs ont également été mis en service depuis la centrale de Frenda, le premier vers la commune de Medrissa sur une distance de 23 km, et le second vers la commune de Takhmaret sur

43 km, "ce qui a permis de réduire la durée et le nombre des coupures enregistrées auparavant", a fait savoir le responsable.

Par ailleurs, un nouveau départ électrique depuis la centrale de Frenda est prévu dans les prochaines semaines au profit des villes d'Aïn-Deheb et de Sougueur, avec un réseau de transport s'étendant sur 45 km, pour un budget évalué à 230 millions de dinars. Dans le même contexte, les travaux de modernisation de la centrale de Frenda se prolongent, incluant la réhabilitation du bâtiment et le renouvellement des équipements, ainsi que sa dotation en technologie de télégestion, selon la même source. Le responsable a également indiqué que les services de la direction ont effectué un entretien quasi complet du réseau électrique, comprenant le remplacement de 50 km de câbles en cuivre par des câbles en alumi-

nium, ainsi que la réalisation de huit tranchées pare-feu sur une superficie totale d'environ un hectare dans les zones forestières traversées par le réseau électrique.

Les opérations préventives ont également inclus l'élagage des arbres en contact avec le réseau sur une longueur de 3,1 km, afin de prévenir les incendies et de protéger les équipements électriques contre les dommages. Par ailleurs, afin de rapprocher ses services des citoyens, l'entreprise prévoit l'ouverture de bureaux commerciaux et de centres d'intervention rapide pour traiter les pannes des réseaux d'électricité et de gaz dans 11 chefs-lieux de daïra de la wilaya. Les travaux d'aménagement des acquis locaux en coordination avec les autorités locales sont actuellement en cours, et ajoutés par le même responsable

APS

## KHENCHELA

**Lancement de la campagne moissons-battage dans la zone nord de la wilaya avec des prévisions de récolte de plus d'un million de quintaux**

La campagne moissons-battage de la saison agricole 2025-2026 a été officiellement lancée mardi dans la zone nord de la wilaya de Khenchela où une production de 1,222 million de quintaux de céréales est prévue, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA), Saïd Tamen. Le même responsable a précisé au cours d'un exposé présenté au wali, Salim Harizi, qui supervisait le lancement de la campagne dans une exploitation agricole privée de la commune de M'toussa, qu'une production globale de

648.000 quintaux de blé dur, de 191.000 quintaux de blé tendre et de 386.000 quintaux d'orge était prévue, cette saison, dans la wilaya de Khenchela. S'agissant de la région nord de la wilaya, où la campagne a été officiellement lancée, il est attendu, selon le même responsable, une production de plus de 222.000 quintaux de blé dur, 28.000 quintaux de blé tendre et 379.000 quintaux d'orge sur une superficie emblavée de 48.705 hectares. M. Tamen a également fait savoir que dans la zone sud de la wilaya de Khenchela, où la

superficie cultivée est estimée à 22.000 hectares, il a déjà été récolté, jusqu'à présent, 530.000 quintaux de différentes espèces de céréales avec un rendement de plus de 24 quintaux par hectare. De son côté, le directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), Abdelkader Bahi, a indiqué que plusieurs dizaines de moissonneuses-batteuses, de tracteurs agricoles et de camions « ont été mobilisés pour réussir la campagne des moissons, en plus de camions destinés à acheminer la récolte

vers les points de collecte et de stockage dont la capacité a dépassé, aujourd'hui, le million de quintaux".

Le même responsable a également souligné, à ce propos, que la CCLS a collecté à ce jour, depuis le lancement, fin avril dernier, de la campagne moissons-battage dans la région sud de la wilaya de Khenchela, plus de 403.000 quintaux de céréales, dont près de 297.000 quintaux de blé dur, 103.000 quintaux de blé tendre et 3.300 quintaux d'orge.

R E.

## AÏN TEMOUCHENT

**Plus de 100 millions de DA investis pour répondre à la demande croissante en électricité**

La Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) d'Aïn Temouchent a réalisé plusieurs projets, pour lesquels une enveloppe financière de plus de 100 millions de dinars a été mobilisée, afin de répondre à la demande croissante en électricité durant la saison estivale, a indiqué, mardi, le directeur de la Distribution de la wilaya, M. Rahou Boutkhal. Le même responsable a précisé que, depuis le début de l'année en cours, 16 transformateurs électriques ont été réalisés et mis en service dans plusieurs communes de la wilaya, dans le but d'améliorer la qualité de l'alimentation électrique et de renforcer le réseau à travers l'ensemble du territoire de la wilaya d'Aïn Temouchent.

Par ailleurs, 15 transformateurs électriques

ont fait l'objet d'opérations de réhabilitation et de rénovation, contribuant ainsi à améliorer les performances du réseau et à réduire les risques de pannes et de coupures durant la période estivale. La Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Aïn Temouchent s'est également renforcée, cette année, avec la mise en service d'un poste de transformation et de distribution électrique de 60/30 kV dans la commune d'Aïn Larbâa. Cette infrastructure contribue de manière significative à l'amélioration des performances du réseau électrique de la wilaya et à la satisfaction de la demande croissante en énergie, particulièrement en été, a expliqué la même source.

Dans le cadre des préparatifs de la saison estivale, un programme spécifique de

maintenance des installations de transport d'électricité a été mis en œuvre. Celui-ci a concerné huit postes de transformation électrique, ainsi que l'entretien des lignes électriques alimentant les usines de dessalement d'eau de mer et la maintenance de 198 kilomètres de réseaux électriques, a indiqué M. Boutkhal.

Par ailleurs, un plan d'action de terrain a été déployé dans le cadre de la prévention des incendies de forêt afin de protéger les réseaux électriques. Cette opération a notamment consisté à élaguer les arbres situés à proximité des lignes électriques aériennes. Les travaux ont été achevés au cours du mois de mai dernier, a-t-on précisé.

APS

# Ces sites d'information du Moyen-Orient sont en réalité des opérations de propagande du gouvernement américain

1<sup>ère</sup> partie

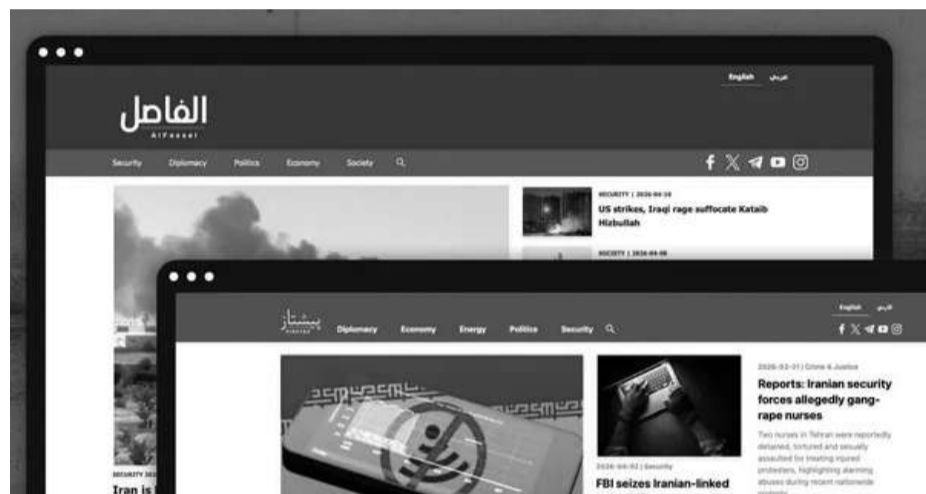
*Al-Fassel et Pishtaz News publient des articles favorables aux États-Unis concernant la guerre contre l'Iran et le projet de l'administration Trump visant à réaménager Gaza.*

**A**l-Fassel et Pishtaz News ressemblent à des sites d'information classiques. Ils disposent de pages d'accueil soigneusement conçues et de comptes actifs sur les réseaux sociaux, où ils partagent des reportages et des vidéos sur la géopolitique du Moyen-Orient, respectivement en arabe et en farsi, ainsi qu'en anglais. Le compte X d'Al-Fassel indique que la mission de la publication est « d'enquêter sur des événements d'une grande importance souvent négligés par les médias locaux et régionaux, et de les mettre en lumière ». Le compte X de Pishtaz News indique qu'il a été créé « pour enquêter sur les informations importantes que les médias locaux et régionaux négligent souvent et pour les approfondir ».

Ces reportages passés sous silence partagent la même orientation idéologique et la même ligne éditoriale : celle de la Maison Blanche. Le compte YouTube d'Al-Fassel, par exemple, a enregistré des millions de vues sur des vidéos en arabe louant la politique de l'administration Trump à l'égard de Gaza et exhortant le Hamas à cesser de « recevoir des ordres du régime iranien » et à libérer les prisonniers israéliens. Sur Pishtaz News, un sondage publié récemment sur la page d'accueil posait la question suivante : « Comment décririez-vous votre opinion concernant l'état de santé actuel et le lieu où se trouve le Guide suprême ? » Les réponses possibles vont de « En bonne santé mais en fuite » à « Défiguré » ou « Mort ». L'excellence des dirigeants saoudiens et émiratis, tous deux proches partenaires militaires des États-Unis, est un thème récurrent.

Ce n'est pas un hasard si cette couverture médiatique fait écho aux arguments de la politique étrangère américaine. Al-Fassel et Pishtaz News font en effet partie d'un réseau de sites web et de comptes sur les réseaux sociaux qui se présentent comme des médias d'information légitimes du Moyen-Orient, mais qui sont en réalité des usines à propagande financées par le gouvernement américain, comme l'a révélé The Intercept.

Cette mention, qui n'apparaît qu'au bas des deux sites, derrière un lien « À propos » que les lecteurs occasionnels peuvent facilement manquer, précise que ces médias sont « le fruit d'un organisme médiatique international financé par des fonds publics provenant du budget du gouvernement des États-Unis ». Cette affiliation gouvernementale n'est pas mentionnée sur les réseaux sociaux, notamment sur Instagram, bien que la politique de la plateforme exige



l'identification des médias soutenus par l'État afin d'éviter que le public ne soit exposé à son insu à de la propagande gouvernementale.

Il est peu probable que l'obsession récente de ces sites pour la destruction de l'Iran soit une coïncidence : ces deux publications entretiennent de nombreux liens avec un réseau de fausses rédactions issues à l'origine d'une campagne d'opérations psychologiques militaires visant les internautes étrangers. Ni Al-Fassel ni Pishtaz News n'ont répondu aux demandes de commentaires, pas plus que le CENTCOM ou le ministère de la Défense.

En 2008, le Commandement des opérations spéciales des États-Unis a lancé un appel d'offres à des prestataires pour l'aider à mettre en œuvre ce qu'il a appelé la « Trans-Regional Web Initiative » (TRWI), un projet visant à assurer « la diffusion rapide et à la demande, à l'échelle mondiale, de produits et d'outils d'influence sur Internet, à l'appui des buts et objectifs stratégiques et à long terme du gouvernement américain ». En d'autres termes, de la propagande d'État orchestrée par le Pentagone.

Se faisant passer pour des rédactions en ligne indépendantes, les sites du TRWI ont recruté des « correspondants locaux » pour produire des articles « que les commandements de combat (COCOM) peuvent utiliser si nécessaire pour soutenir la guerre mondiale contre le terrorisme ». Le contrat, attribué à General Dynamics Information Technology, a donné naissance à 10 sites web qui diffusaient les messages clés de la politique étrangère américaine auprès de publics à travers le Moyen-Orient et l'Asie du Sud, publiant tout, depuis des essais banals sur la coexistence interconfessionnelle jusqu'à, comme l'a rapporté Foreign Policy en 2011, des articles destinés à « blanchir l'image des dictatures d'Asie centrale ». En 2014, ces sites ont été jugés comme un échec par le Congrès et leur financement a été supprimé.

Huit ans plus tard, une équipe de chercheurs a publié un rapport inhabituel.

Après les élections de 2016, l'intérêt des médias occidentaux pour la propagande en ligne s'était principalement concentré sur les campagnes d'influence attribuées à la Russie, à la Chine et à d'autres rivaux géopolitiques des États-Unis. Mais le rapport de 2022 du Stanford Internet Observatory et de Graphika, une société commerciale d'analyse d'Internet et sous-traitant du Pentagone en matière de guerre de l'information, a mis au jour un réseau de faux comptes Twitter et Facebook « pro-occidentaux » qui diffusaient des articles provenant de sites d'informations bidons. Le rapport s'est abstenu d'attribuer officiellement la campagne aux États-Unis, mais a noté que Meta et Twitter l'avaient fait. Les chercheurs ont conclu que les comptes en question avaient tenté de diffuser de manière coordonnée des articles provenant d'un réseau de sites d'informations factices mis en place par le Commandement des opérations spéciales des États-Unis.

Le rapport a révélé que, quelques années seulement après la disparition apparente du TRWI, bon nombre de ces sites avaient simplement changé de nom, affichant désormais des mentions difficiles à repérer indiquant qu'ils étaient gérés par le Commandement central des États-Unis. À la suite des conclusions de Stanford et de Graphika, certains sites ont été fermés ; d'autres ont poursuivi leurs activités. Un reportage ultérieur du Washington Post a révélé que ces révélations embarrassantes avaient poussé le Pentagone à mener « un audit approfondi de la manière dont il mène sa guerre de l'information clandestine ».

Une analyse des archives d'Internet Archive montre qu'à la suite du rapport de Stanford, les sites du TRWI qui sont restés en ligne ont modifié leur mention légale. Au lieu de mentionner le financement par le CENTCOM, ces sites ont désormais indiqué qu'ils étaient « financés par des fonds publics provenant du budget du gouvernement des États-Unis ». La formulation utilisée par le réseau restant de sites de propagande du

CENTCOM est une copie mot pour mot de la phrase que The Intercept a découverte, cachée dans les pages « À propos » de Pishtaz News et d'Al-Fassel. Ce n'est pas la seule preuve qui suggère un lien avec ce réseau de sites de propagande militaire.

Depuis leurs débuts en 2023, Al-Fassel et Pishtaz News ont régulièrement cité ou résumé les communiqués de presse du CENTCOM vantant les opérations régionales et les succès sur le champ de bataille, à l'instar des médias mentionnés dans le rapport Stanford/Graphika. Le recours aux communiqués de presse des commandements de combat, en particulier, est une stratégie éditoriale qui remonte au réseau TRWI initial, géré par le SOCOM.

Sur X, Pishtaz News ne suit que trois autres utilisateurs ; deux d'entre eux sont les comptes officiels du CENTCOM destinés aux publics persanophones et arabophones. Le compte Instagram de Pishtaz News, qui ne mentionne nulle part son caractère gouvernemental, ne suit qu'un seul autre utilisateur : « US CENTCOM FARSI ».

Que ce soit intentionnellement ou non, les publications d'Al-Fassel sur X sont souvent géolocalisées à Lutz, en Floride, à deux pas du siège du CENTCOM et du SOCOM à Tampa, ainsi que d'une multitude de sous-traitants militaires qui travaillent pour ces deux organismes.

Ces deux sites partagent également des éléments de conception communs avec les publications associées au TRWI, ce qui laisse penser qu'ils ont été créés ou gérés par le même prestataire : tous les articles se terminent par un sondage posant la question « Aimez-vous cet article ? », utilisant les mêmes icônes « J'aime » et « Je n'aime pas ». Les URL sont structurées de manière identique pour Al-Fassel, Pishtaz News et Salaam Times (un site axé sur l'Afghanistan lancé sous l'égide du TRWI et qui continue aujourd'hui sous un autre nom), ce qui suggère qu'elles ont été codées à l'aide des mêmes outils. Les trois sites utilisent également un graphique d'erreur 404 identique pour avertir les utilisateurs lorsqu'ils ont cliqué sur un lien rompu.

La conception web des sites Al-Fassel et Pishtaz News (notamment la mise en page, la structure des URL, l'image d'erreur 404 et une grande partie des mentions légales figurant dans les sections « À propos ») ressemble fortement à celle de CENTCOMcitadel.com, une publication au contenu similaire qui affiche clairement, au bas de sa page d'accueil, qu'elle est financée par le Pentagone.

(A suivre)

AVEC L'APPUI DE LA BANQUE MONDIALE  
**La Mauritanie élargit le WARDIP à l'IA**

La Mauritanie veut faire de l'intelligence artificielle un nouvel axe de son programme numérique. Dans cette dynamique, elle s'est appuyée sur un partenaire technique et financier de premier plan.

Dans une publication sur Facebook lundi 8 juin, les autorités mauritaniennes ont annoncé s'être entendues avec la Banque mondiale pour mobiliser un financement additionnel dans le cadre du WARDIP, le Programme régional d'intégration numérique en Afrique de l'Ouest.

L'objectif est d'y intégrer explicitement le développement d'infrastructures de données dédiées à l'intelligence artificielle (IA), la formation de compétences locales et la création de systèmes intelligents dans plusieurs secteurs économiques.

L'accord a été conclu lors d'une séance de travail entre le ministre Ahmed Salem Bede et une délégation conduite par Michel Rogy, directeur régional de la Banque mondiale chargé du numérique et de l'IA pour l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud, accompagné de Jana Kunicova, directrice sectorielle pour le numérique et l'IA en Afrique de l'Ouest et du Centre, et d'Éric Dunand, chargé de projet sur le dossier mauritanien.

Dans un contexte où l'IA s'impose comme la figure de proue de la révolution numérique mondiale, les initiatives se multiplient à un rythme soutenu. Selon un rapport publié le 12 décembre 2025 par la Banque africaine de développement (BAD), un déploiement inclusif de l'IA pourrait transformer en profondeur l'économie africaine.

Les projections évoquent jusqu'à 1000 milliards de dollars supplémentaires de produit intérieur brut d'ici 2035, soit près d'un tiers de la production actuelle du continent. Un potentiel rendu possible par les gains de productivité attendus dans des secteurs aussi variés que l'agriculture, la santé, l'éducation ou encore les services financiers.

Lancé en novembre 2023 avec une première enveloppe de 266,5 millions de dollars couvrant quatre pays, dont la Mauritanie, le WARDIP ciblait jusqu'ici le haut débit, les services financiers numériques et l'e-gouvernement. La composante mauritanienne, dotée de 60 millions de dollars, avait été officiellement lancée en 2024. En mars 2026, une deuxième opération de 137 millions de dollars a élargi le programme au Bénin, au Liberia et à la Sierra Leone, mais sans volet IA structuré.

Agence

## DESSALEMENT D'EAU DE MER

# ACWA Power planifie une usine de membranes d'osmose inverse en Egypte

ACWA Power, qui prévoit de s'allier à l'un des plus grands fabricants internationaux de membranes d'osmose inverse pour construire l'usine, cherche à soutenir l'ambition des autorités égyptiennes de quintupler les capacités de dessalement locales.

La société saoudienne ACWA Power prévoit d'implanter une usine de fabrication de membranes d'osmose inverse en Égypte, où les autorités cherchent à porter les capacités nationales de dessalement d'eau de mer de 1,8 million m<sup>3</sup> actuellement à 10 millions m<sup>3</sup> d'ici cinq à six ans. Le projet a été annoncé lors d'une réunion tenue le lundi 8 juin au Caire entre le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly, et une délégation de dirigeants d'ACWA Power conduite par le président du Conseil d'administration de l'entreprise, Mohammad Abunayyan.

L'usine, qui devrait devenir la première du genre dans le pays des pharaons, sera construite dans le cadre d'un partenariat entre la société saoudienne spécialisée dans les énergies renouvelables et le dessalement de l'eau, et l'un des plus grands fabricants internationaux de membranes d'osmose inverse, a précisé M. Abunayyan, cité dans un communiqué publié par le gouvernement égyptien.

Le responsable a également fait savoir que le projet prévoit la création d'un centre local de formation en fabrication de membranes et



en exploitation d'usines de dessalement, tout en indiquant que l'entreprise, qui produit actuellement environ 11 millions m<sup>3</sup> d'eau dessalée par jour en Arabie saoudite, a éga-

lement soumis des offres pour des projets de dessalement lancés par le ministère égyptien du Logement.

Mostafa Madbouly a, quant à lui, déclaré que le pays le plus peuplé du monde arabe cherche à attirer de grandes entreprises afin de lancer de nouveaux projets de dessalement dans plusieurs régions, tout en mettant l'accent sur la localisation des industries connexes. L'Égypte, qui dépend presque entièrement du Nil pour ses besoins en eau douce, s'efforce d'accroître ses capacités de dessalement afin de garantir des ressources hydriques durables et de faire face à la pénurie d'eau.

La stratégie adoptée par les autorités cible prioritairement 11 gouvernorats côtiers, où le transport de l'eau du fleuve sur des centaines de kilomètres est inefficace et coûteux. La consommation d'eau par habitant du pays est actuellement d'environ 500 m<sup>3</sup> par an, un volume correspondant au seuil de pénurie d'eau absolue défini par les normes internationales relatives à la disponibilité en eau douce renouvelable par habitant et par an.

Agence

## TUNISIE

### 10 millions de dinars mobilisés pour nettoyer 1.400 km de routes

Le ministère de l'Équipement et de l'Habitat prévoit d'accélérer les opérations de nettoyage sur le réseau routier numéroté du Grand Tunis afin d'éliminer les points noirs et de préparer les infrastructures à l'arrivée de la saison des pluies. Pour l'année 2026, une enveloppe de 10 millions de dinars a été consacrée à ces travaux, auxquels s'ajoutent 8,2 millions de dinars destinés à des interventions réalisées par des petites entreprises. Cette orientation a été réaffirmée mardi 9 juin lors d'une réunion de suivi présidée par le ministre de l'Équipement et de l'Habitat, également chargé de la

gestion du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Salah Zouari. La rencontre a réuni les responsables régionaux de Tunis, l'Ariana, La Manouba et Ben Arous ainsi que plusieurs cadres du ministère. Le programme concerne près de 1.400 kilomètres de routes dans le Grand Tunis. Il porte notamment sur l'élimination des déchets de construction, des amas de terre et des débris accumulés le long des axes routiers. Les interventions comprennent également le curage des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales, l'entretien des espaces verts, l'amélioration de l'éclairage pu-

blic et le renouvellement de la signalisation routière. Lors de la réunion, le ministre a insisté sur la nécessité d'intensifier les interventions sur le terrain afin de traiter rapidement les zones les plus dégradées. Il a souligné que les déchets de construction et l'encombrement des canaux d'évacuation représentent des risques pour la sécurité des usagers de la route et peuvent favoriser les inondations ou les départs d'incendie. Les participants ont également examiné les difficultés rencontrées dans l'exécution du programme. Ils ont appelé à une

meilleure coordination entre les différents ministères, les établissements publics et les acteurs concernés afin d'améliorer l'efficacité des opérations. Le ministère estime enfin que la réussite de ce programme dépend aussi de l'implication des citoyens dans la préservation de la propreté des routes et du domaine public. L'objectif affiché est de renforcer le rythme des travaux au cours des prochaines semaines pour assurer une meilleure préparation du réseau routier avant les intempéries de l'automne.

R. I.

## SUR FOND DE GUERRE AU MOYEN-ORIENT

### L'Arabie saoudite lance sa nouvelle compagnie nationale Riyadh Air

L'Arabie saoudite a lancé Riyadh Air, sa nouvelle compagnie nationale destinée à concurrencer les géants du Golfe, après plus d'un an de retards liés aux difficultés de Boeing et sur fond de conflit au Moyen-Orient.

Le premier vol, reliant Ryad à Londres-Heathrow, a décollé de l'aéroport international King Khalid à 02H35 mercredi (23H35 GMT mardi).

La compagnie, détenue par le PIF, riche fonds souverain du royaume et dont le lancement avait été annoncé en mars 2023, constitue l'un des projets phares de Vision 2030, l'ambitieux programme de ré-

formes du prince héritier Mohammed ben Salmane, visant à diversifier l'économie saoudienne. La monarchie pétrolière espère faire de la capitale saoudienne un nouveau hub mondial du transport aérien, capable de rivaliser avec Dubaï, Doha ou Abou Dhabi et les géants régionaux Emirates, Qatar Airways et Etihad, dont M. Douglas a été le patron de 2018 à 2022. A bord, de larges écrans tactiles dernière génération ornent des sièges aux lignes épurées, déclinés dans une palette de couleurs inspirée du patrimoine saoudien, mêlant notamment lavande, dont une variété pousse naturellement dans le royaume et

un brun doré baptisé "or moka".

"Nous voulons ramener le glamour, le raffinement et l'élégance dans le voyage aérien", dit M. Douglas à l'AFP.

"Notre ambition est de relier plus de 100 villes internationales au cours des cinq prochaines années", avec l'objectif de desservir 22 destinations dès mars 2027, ajoute-t-il.

Pour soutenir cette ambition, la compagnie a commandé 132 Boeing 787 Dreamliner, et conclu en juin dernier un accord portant sur 25 Airbus A350-1000, avec une option sur 50 appareils supplémentaires.

R. I.

## BURKINA FASO

# La filière anacarde se renforce avec une nouvelle unité de transformation

Au Burkina Faso, la noix de cajou figure parmi les principaux produits agricoles d'exportation avec le coton, le karité ou encore le sésame. Le gouvernement qui souhaite accroître la création de valeur ajoutée dans ces filières, encourage les investissements dans la transformation locale.

Par R I/Agence

Au Burkina Faso, le groupe suisse Gebana Faso a mis en service le 6 juin dernier une unité de transformation d'anacarde basée à Péné, dans la région du Guiriko dans le sud-ouest du pays. Selon les informations relayées par les médias locaux, cette nouvelle installation fait partie d'un complexe agroindustriel occupant une superficie de 7,2 hectares. Si le coût total de l'investissement n'est pas révélé, on sait que l'unité est dotée d'une capacité de traitement de 10 000 tonnes de noix par an. Pour assurer son approvisionnement en matière première, l'entreprise compte sur un réseau de 7200 producteurs locaux. Elle vient en outre renforcer les capacités de transformation au sein de la filière burkinabè. En décembre 2025, le président Ibrahim Traoré avait déjà inauguré à Bobo-Dioulasso, dans la même région, une unité de transformation de noix de cajou dénommée Burkina Cajou. D'un coût total de 9,74 milliards de francs CFA (17,4 millions USD) elle est dotée d'une capacité de traitement de 150 000 tonnes par an, ce qui en fait la plus grande unité de transformation du pays, selon les autorités.

Dans ce contexte l'entrée en service de l'usine de Gebana pourrait accélérer l'atteinte des ambitions de croissance affichées sur le segment de la transformation. Dans le pays, le Comité interprofessionnel de l'Anacarde du Burkina Faso (CIAB) se fixe en effet pour objectif de parvenir à transformer, à l'horizon 2033, 50 % de la production nationale de noix de cajou au niveau local contre à peu près 10 pour cent présentement. Il convient de noter que la récolte de noix de cajou au Burkina Faso a été évaluée en moyenne à près de 140 000 tonnes par an entre 2018 et 2022, selon les statistiques officielles. En comparaison, le service indépendant de conseil commercial N'kalô estime que le pays n'a transformé que 15 400 tonnes de noix de cajou en moyenne par an entre 2021 et 2025, dans son bulletin d'information publié le 3 février 2026.

### Des défis à relever

Alors que les investissements sur le segment de la transformation de l'anacarde se multiplient au Burkina Faso, la question de la disponibilité de la matière première en quantité suffisante pour les industriels reste au centre des préoccupations. Comme dans la majorité des pays pro-

ducteurs d'Afrique de l'Ouest, l'exportation de noix de cajou sous forme brute est privilégiée, notamment en raison des prix du marché international, souvent jugés plus attractifs pour les acteurs de la filière que ceux proposés par les industriels sur le marché local.

C'est dans ce contexte que le gouvernement burkinabè a suspendu en mars 2025 les exportations de noix de cajou brute afin de garantir aux unités locales de transformation un accès suffisant à la matière première. Le 20 mai 2025, cette interdiction a été levée après que les usines ont été correctement approvisionnées, les autorités précisant toutefois qu'elles se réservent le droit de réinstaurer la suspension si les besoins nationaux venaient à ne plus être assurés, afin de protéger la filière locale.

Cette alternance entre suspension et levée illustre les arbitrages que doit faire Ouagadougou pour non seulement préserver les revenus des agriculteurs, mais aussi soutenir la transformation locale qui génère plus de valeur ajoutée dans la filière. En dépit de son faible niveau de transformation, la filière burkinabè a généré 67,5 milliards de francs CFA de recettes d'exportation en 2024, selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD).

## MOZAMBIQUE

## Après Balama, une nouvelle chaîne du graphite vers les États-Unis émerge

Troisième producteur mondial de graphite derrière la Chine et Madagascar, le Mozambique cherche désormais à mieux valoriser cette ressource dans le cadre d'une politique annoncée ce mois-ci. Une orientation qui soulève toutefois des incertitudes sur le modèle de certains projets existants. Au Mozambique, la société britannique Total Graphite (anciennement Tirupati Graphite) a annoncé lundi 8 juin la mise à

jour de l'étude de faisabilité (DFS) de son projet de graphite Montepuez. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus large visant à orienter la production de cette future mine vers une usine de traitement située aux États-Unis. Elle vient ainsi renforcer une structure déjà existante autour de la mine Balama, positionnée comme fournisseur de minerai brut vers le marché américain. Opéré par l'australien Syrah Re-

sources et soutenu financièrement par Washington, ce complexe minier, le plus grand de ce type au Mozambique, oriente depuis quelques années sa production pour alimenter l'usine d'anodes pour batteries de Vidalia, en Louisiane. Un schéma que Total Graphite entend reprendre en développant une chaîne de valeur verticale, articulant la future production de Montepuez à une usine de graphite sphérique puri-

fié pour anodes (PSG) qu'elle développe aux États-Unis. Dans ce contexte, l'actualisation de l'étude de faisabilité vise à optimiser les paramètres du projet mozambicain afin de l'aligner avec les exigences de cette infrastructure en aval. À ce stade, Montepuez est présenté comme un actif capable de produire jusqu'à 100 000 tonnes de graphite par an.

R I.

## NIGERIA Les autorités nigérianes désengorger et moderniser l'aéroport de Lagos

Principal point d'entrée aérien du Nigeria et hub sous-régional stratégique, l'aéroport de Lagos est appelé à accroître son rôle dans les ambitions de connectivité du pays. Les autorités misent sur sa transformation pour soutenir la croissance du trafic et l'attractivité économique nationale.

Le gouvernement nigérian a approuvé une enveloppe de 500 millions USD destinée à la modernisation de l'aéroport international Murtala Muhammed de Lagos, selon des propos attribués par la presse locale au ministre de l'Aviation, Festus Keyamo. Cet investissement doit être consacré à la remise à niveau des infrastructures et équipements, ainsi qu'à l'amélioration des réseaux assurant l'interconnexion de la plateforme. Parmi les projets prioritaires figurent l'extension et la rénovation des terminaux, dont le terminal 1 en cours de reconstruction, l'aménagement de nouvelles voies d'accès et l'installation de passerelles destinées à relier les principales infrastructures. Le programme prévoit également le raccordement des terminaux au réseau ferroviaire de Lagos, afin de renforcer l'accessibilité de l'aéroport.

Mis en service il y a près d'un demi-siècle, l'aéroport international Murtala Muhammed connaît aujourd'hui une vétusté de certaines installations, et ses capacités sont devenues insuffisantes face à la croissance du trafic. Cette situation contribue à sa congestion et à la dégradation de l'expérience des voyageurs. Selon les données de la Federal Airports Authority of Nigeria (FAAN), l'aéroport la plateforme a concentré environ 67 % du trafic aérien nigérian en 2025, estimé à 17,94 millions de voyageurs.

À terme, les autorités nigérianes ambitionnent de porter la capacité de l'infrastructure à près de 20 millions de voyageurs par an, et de hisser la qualité des services aux standards internationaux.

Agence

## GABON

## Le barrage de Booué revient dans la stratégie de renforcement électrique

Le Gabon fait face à un déficit électrique chronique. Avec une capacité installée bien en deçà de ses besoins, le pays cherche des solutions pour soutenir le réseau électrique national de manière durable.

Le barrage hydroélectrique de Booué revient sur le devant de la scène énergétique gabonaise.

Porté par Gabon Power Company (GPC) en partenariat avec Électricité de France (EDF) et la Banque mondiale, ce projet de 400 mégawatts (MW) a franchi une étape concrète marquée par le lancement officiel de ses études de faisabilité.

Selon des informations relayées par Ga-

bon Review jeudi 4 juin, une délégation conduite par le ministre de l'Accès universel à l'Eau et à l'Énergie, Philippe Tonangoye, a visité les deux sites retenus pour accueillir le barrage et la centrale hydroélectrique, identifiés à l'issue des études de pré-faisabilité menées par GPC et EDF. Un protocole d'accord entre les deux partenaires avait été signé en octobre 2025.

« Dès ma prise de fonction, le président de la République m'a confié une mission claire : tout mettre en œuvre pour réaliser le barrage de Booué. Nous avons engagé des échanges soutenus avec les bailleurs de fonds et les partenaires techniques pour réunir les conditions néces-

saires », a déclaré le ministre, cité par le média local.

Le projet a connu plusieurs reports depuis son lancement initial. Selon une analyse publiée en novembre 2025 par l'Institut Concorde, Booué fait partie des barrages et centrales électriques restés bloqués faute de capitaux suffisants. Le même document indique que leur réalisation permettrait d'ajouter près de 972 MW au réseau national, ce qui mettrait fin au déficit actuel.

Ce regain d'intérêt intervient dans un contexte de crise électrique. Le 23 mai, un incident technique majeur à la centrale d'Owendo a provoqué plusieurs jours de coupures massives dans le

Grand Libreville. Une situation qui a contraint le gouvernement à verser des compensations aux victimes, rapporte Infos Gabon.

Selon le Plan national de développement pour la transition (PNDT), le Gabon dispose d'une capacité installée d'environ 700 MW pour des besoins estimés à 1039 MW, soit un déficit de plus de 330 MW.

Le PNCD 2026-2030 va plus loin. Il chiffre à plus de 200 heures par an le temps que les Gabonais passent sans électricité, et relève que le potentiel hydroélectrique du pays n'est exploité qu'à 13 %.

Agence

## POINT-MARCHÉS

# L'Europe boursière résiste au regain de tensions au Moyen-Orient

Les marchés actions européens évoluent en légère hausse ce mercredi, malgré un net regain de tensions dans le golfe Persique qui ravive les inquiétudes des investisseurs. Peu après 10H00, le CAC 40 progressait de 0,41% à 8 246 points et l'Euro Stoxx 50 gagnait 0,13%. Seul Francfort (-0,01%) marquait le pas.

Les marchés actions européens évoluent en légère hausse ce mercredi, malgré un net regain de tensions dans le golfe Persique qui ravive les inquiétudes des investisseurs. Peu après 10H00, le CAC 40 progressait de 0,41% à 8 246 points et l'Euro Stoxx 50 gagnait 0,13%. Seul Francfort (-0,01%) marquait le pas. L'Iran a annoncé avoir frappé plusieurs bases américaines situées à Bahreïn et en Jordanie, dans le cadre d'une nouvelle escalade avec les Etats-Unis. Les hostilités ont repris après que Washington a accusé Téhéran d'avoir abattu un hélicoptère Apache de l'armée américaine. En représailles, les Etats-Unis ont mené dans la soirée des frappes contre des installations iraniennes à proximité du détroit d'Ormuz, point de passage stratégique pour le commerce mondial du pétrole. Les échanges de tirs se sont poursuivis dans la nuit de mardi à mercredi. "En dépit de leurs défaites sur le champ de bataille, les Etats-Unis ont choisi de mettre à l'épreuve notre détermination. Nos puissantes forces armées ne laisseront aucune attaque ni aucune menace sans réponse", a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi. Cette nouvelle flambée des tensions a mis à mal les espoirs d'un apaisement rapide du conflit. Le président américain affirmait pourtant encore mardi matin être "très proche" d'un accord

susceptible de mettre un terme aux affrontements. Le cours du Brent était orienté en légère baisse, à 91,40 dollars le baril. L'attention des investisseurs se tournera désormais vers les Etats-Unis avec la publication, à 14h30, de l'inflation du mois de mai. Le consensus anticipe une progression des prix à la consommation supérieure à 4% sur un an. Les marchés surveillent également la réunion de politique monétaire de la Banque centrale européenne dont le verdict sera dévoilé demain. "Sans surprise, Christine Lagarde devrait annoncer la première hausse des taux directeurs depuis septembre 2023, portant le taux de dépôt à 2,25%. Si le retour de l'inflation s'explique principalement par la hausse des prix de l'énergie liée à la guerre au Moyen-Orient, cette décision vise également à prévenir l'apparition d'effets de second tour", estime Edouard Faure, responsable crédit chez Swiss Life Asset Managers France.

## Les valeurs en mouvement

Du côté des entreprises, Soitec (-10,52%) recule après une dégradation de recommandation à "sous-performance" contre "neutre". Colas, filiale de Bouygues (+0,99%), a par ailleurs été retenue par Groupe ADP pour réaliser les travaux de réhabilitation de la piste 4 de l'aéroport de

Paris-Orly, dont le lancement est prévu en août 2026. Unibail-Rodamco-Westfield (+0,53%) a, de son côté, annoncé avoir conclu un accord avec ses partenaires Rodamco et Westfield afin d'acquérir les 50% restants de Westfield UTC, une opération qui s'inscrit dans le cadre de son plan stratégique 2025-2028, baptisé "A Platform for Growth". 2CRSi progresse de 0,79% après avoir annoncé une nouvelle commande majeure dans le domaine de l'intelligence artificielle. Le groupe fournira 194 serveurs Godi Blackwell Ultra à une entreprise allemande basée à Munich, spécialisée dans les services professionnels, l'intégration de systèmes, le

conseil en management et les solutions globales. Cette commande représente un montant de 110 MEUR sur la base des prix catalogue. A Francfort, adidas (+0,99%) figure parmi les principales progressions du DAX 40. L'équipementier sportif bénéficie d'une note favorable de RBC, qui estime que sa valorisation actuelle ne reflète pas pleinement ses perspectives de croissance. La banque canadienne considère ainsi que le titre présente un potentiel de revalorisation significatif au regard de l'amélioration attendue de ses fondamentaux. Sur le marché des changes, l'euro avance de 0,16% à 1,1554 dollar.

Agence

## ASIE

### Les Bourses en recul, le pétrole en petite hausse

Les marchés boursiers asiatiques reculent mercredi, entraînés par les ventes des valeurs technologiques, tandis que les cours du pétrole repartent à la hausse. Vers 04H00 GMT, l'indice sud-coréen Kospi, largement composé de valeurs technologiques, chutait de 4,53%, à 7.730,25 points. Le Nikkei japonais cédait 1,40%, à 64.499,28 points, tandis que la Bourse de Taipei reculait de 1,58% et Hong Kong de 1,21%. A l'inverse, Jakarta remontait de 2,67%, après

un renforcement de la roupie indonésienne lié à la hausse surprise de son taux directeur par la banque centrale indonésienne. Les cours du pétrole sont repartis légèrement à la hausse. Le prix du baril de West Texas Intermediate, référence américaine, prenait 0,50% à 88,64 dollars vers 04H00 GMT, tandis que le Brent de la Mer du Nord, référence mondiale, augmentait de 0,55% à 91,95 dollars.

APS

## FRANCE

### Paris en légère hausse avant l'inflation américaine

La Bourse de Paris évolue en légère hausse mercredi, la prudence restant de mise dans un contexte de nouvelles frappes au Moyen-Orient et les données américaines sur l'inflation attendues dans la journée. L'indice vedette CAC 40 prenait 0,31% à 8.228,98 points vers 09H45 heure de Paris. La veille, le panier des 40 plus grandes valeurs boursières françaises avait grappillé 0,05%, pour terminer à 8.203,43 points. "Les marchés restent sous pression alors que les investisseurs doivent faire face à une nouvelle escalade des tensions au Moyen-Orient et à la perspective d'une Réserve fédérale américaine (Fed) plus restrictive",

commente Daniela Hathorn de Capital.com. L'Iran a annoncé mercredi avoir visé des bases américaines du Golfe en représailles à des frappes de Washington contre des cibles iraniennes le long du détroit d'Ormuz, dans un nouvel embrasement régional. Le président américain Donald Trump avait pourtant assuré mardi matin être proche d'un "très, très bon accord" pour mettre fin aux hostilités ouvertes le 28 février, évoquant un délai de "deux à trois jours". Mais cet optimisme a été douché plus tard dans la journée quand il a annoncé qu'un hélicoptère américain Apache avait été abattu par l'Iran et promis une réponse appropriée. "Le cessez-le-feu -- enfin, si l'on peut

l'appeler ainsi-- a volé en éclats hier", résume Ipek Ozkardeskaya. En parallèle, la nervosité se fait sentir à l'approche de la publication mercredi de l'indice des prix à la consommation (CPI) américain du mois de mai. "Les investisseurs craignent de plus en plus que l'inflation demeure trop persistante pour permettre à la Fed de conserver une position neutre", résume Mme Hathorn. Des données sur l'inflation américaine supérieures aux attentes renforceraient "l'idée que les pressions inflationnistes restent profondément ancrées dans l'économie, d'autant plus que la hausse des prix de l'énergie vient s'ajouter aux autres pressions sur les coûts", poursuit

l'analyste. Un tel scénario renforcerait "les anticipations selon lesquelles la Fed pourrait finalement être contrainte de durcir davantage sa politique monétaire", estime Daniela Hathorn.

#### Soitec plonge

Le titre Soitec chute à la Bourse de Paris (-11,17% à 124,50 euros vers 09H45 GMT) après que Jefferies a dégradé sa recommandation sur la société de "hold" (conserver) à "underperform" ("sous-performance"), d'après la plateforme Factset. En parallèle, Jefferies relève fortement son objectif de cours de 45 euros à 85 euros.

#### Sanofi fléchit

Le groupe pharmaceutique français Sanofi a annoncé mercredi l'arrêt d'un essai clinique en phase avancée évaluant son médicament expérimental dans le traitement d'une affection neurologique rare, la polyneuropathie inflammatoire démyélinisante chronique (PIDC). "Cette décision fait suite à une analyse intermédiaire réalisée par un comité indépendant de surveillance des données, qui a déterminé que l'étude" en phase avancée du riliprubart "ne démontrerait probablement pas une efficacité suffisante", indique Sanofi dans un communiqué.

R.I.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



### COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 10 Juin 2026  
Valeur : 12 Juin 2026

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.4904	133.5054
1	EUR EURO	154.2215	154.2655
1	GBP POUND STERLING	178.7259	178.7700
100	JPY JAPANESE YEN	83.2183	83.2536
1	CNY CHINESE YUAN	19.6961	19.7012
1	CHF SWISS FRANC	167.1555	167.2162
1	CAD CANADIAN DOLLAR	95.7950	95.8264
1	DKK DANISH KRONE	20.6332	20.6390
1	SEK SWEDISH KRONA	14.0891	14.0931
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.0673	14.0726
1	AED UAE DIRHAM	36.3457	36.3517
1	SAR SAUDI RIYAL	35.5538	35.5635
1	KWD KUWAITI DINAR	434.3977	434.5879
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2659	45.7208
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4258	14.4274
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8925	20.9997
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3356	3.3460
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	182.2346	182.2346

## GUERRE AU MOYEN-ORIENT

# Des perturbations de l'énergie mondiale «jamais vues» depuis le blocage du détroit d'Ormuz

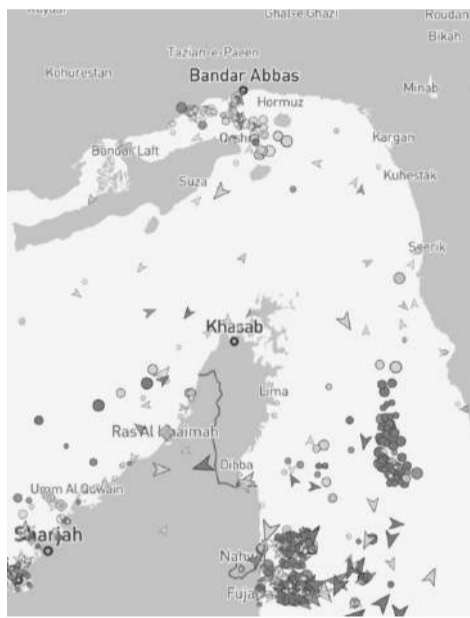
Le blocage du détroit d'Ormuz depuis le début de la guerre au Moyen-Orient est à l'origine de perturbations «jamais vues auparavant» du système énergétique mondial, a déclaré mercredi le directeur général de Shell, Wael Sawan, qui estime que le retour à l'équilibre devrait prendre plus d'un an.

«**N**ous en sommes désormais à 100 jours (de blocage) avec plus de 10% de la production mondiale de pétrole retirée du marché (...) et environ 20% de la production de GNL à l'arrêt», a détaillé M. Sawan lors d'un sommet de hauts dirigeants d'entreprises organisé à Londres par le Wall Street Journal.

«Les conséquences ont été particulièrement aiguës en Asie» où «nous avons vu des pays comme le Vietnam, l'Indonésie, la Thaïlande recourir massivement au rationnement des carburants, l'Inde également», a poursuivi le patron du géant britannique. «Nous avons vu le Pakistan et les Philippines passer à des semaines de quatre jours.» Téhéran orchestre depuis le début du conflit avec les États-Unis et Israël la quasi-paralysie du détroit d'Ormuz par lequel transitaient en temps normal près de 20 millions de barils par jour.

## Effet à long terme

Mais même en cas de fin des combats, la stabilisation du système énergétique



mondial prendra du temps, prévient M. Sawan : «Il faudrait selon nous près d'un an, voire plus, pour retrouver un point d'équilibre». L'Iran a annoncé mercredi avoir visé des bases américaines du Golfe en représailles à des frappes de Washington contre des cibles iraniennes le long

du détroit d'Ormuz, dans un nouvel embrasement régional après la destruction d'un hélicoptère américain attribuée à Téhéran.

Ce nouveau revers pour les négociations entre les deux pays intervient alors que Donald Trump avait assuré mardi matin être proche d'un «très, très bon accord» pour mettre fin aux hostilités. Shell a publié en mai un bénéfice net en forte augmentation au premier trimestre, porté par des prix du pétrole au plus haut avec la guerre au Moyen-Orient, mais a prévenu que le conflit plombait sa production de gaz.

Le site de Ras Laffan, dans le nord du Qatar, plus grand pôle de liquéfaction de gaz au monde, a notamment souffert de dommages importants. «Nous sommes à plein régime pour le réparer. Nous avons déjà déchargé tous les débris. Nous avons déjà commandé les équipements à long délai de livraison. Nous espérons donc pouvoir remettre l'installation en service vers la fin du premier trimestre de l'année prochaine», a assuré M. Sawan.

Agence

## ETATS UNIS

## Les députés américains approuvent 70 milliards de dollars pour la lutte contre l'immigration

La Chambre américaine des représentants a approuvé mardi un texte budgétaire de près de 70 milliards de dollars pour la lutte contre l'immigration, l'une des priorités de Donald Trump.

Le projet de loi, déjà adopté par le Sénat la semaine dernière, prévoit - sur les trois prochaines années - environ 38 milliards de dollars pour la police des frontières (ICE), environ 26 milliards pour la police aux frontières (CBP) et quelque 5 milliards supplémentaires pour des coûts imprévus.

De quoi assurer le financement du programme massif d'expulsions décidé par le gouvernement de Donald Trump.

D'autant plus que ces fonds s'ajoutent aux près de 140 milliards de dollars déjà approuvés l'an dernier par le Congrès, à majorité républicaine, à destination de la lutte contre l'immigration. L'administration Trump fait face à la pression des partisans d'une ligne plus dure contre l'immigration, qui regrettent que les autorités ne soient pas parvenues à remplir l'objectif d'un million d'expulsions annuelles.

Tom Homan, l'un des architectes de ce programme d'expulsions au sein du gouvernement, a promis mardi une accélération des opérations, notamment à New York, ville votant en grande majorité pour les démocrates.

Après le vote, le président de la Chambre des représentants, le républicain Mike Johnson, a salué dans un communiqué le fait que "les démocrates seront dans l'impossibilité de retirer le financement" de l'ICE et de la CBP pour les prochaines années. Le texte budgétaire doit être à présent transmis à la Maison

Blanche pour une promulgation par le président. Son adoption survient après plusieurs mois de polémiques autour des pratiques de l'ICE et de la CBP.

Les démocrates demandaient d'importantes réformes pour ces deux agences, depuis la mort à Minneapolis en janvier de Renee Good et d'Alex Pretti, deux Américains tués par des agents fédéraux en marge de manifestations contre les opérations de l'ICE dans cette ville du nord des États-Unis.

R. I.

## MEXIQUE

## Mexico annonce le début de négociations pour la révision de l'ACEUM

Le Mexique et les États-Unis ont entamé mercredi à Mexico les négociations formelles de l'Accord de libre-échange nord-américain (ACEUM), qui se déroulent sous la pression de menaces de droits de douane du gouvernement de Donald Trump.

Le ministère mexicain de l'Économie a indiqué dans un communiqué qu'il s'agissait d'un premier cycle formel de négociations en préparation de la révision conjointe de l'accord, auquel participe également le Canada.

L'ACEUM doit être réexaminé tous les six ans.

Cet accord de libre-échange est vital pour l'économie mexicaine, les États-Unis étant son principal partenaire commercial et la destination de plus de 80% de ses exportations. Le premier round de négociations se poursuivra jusqu'à vendredi.

«Les parties ont défini les prochaines étapes pour approfondir les discussions, en vue d'identifier des résultats concrets au bénéfice de la région», ajoute le communiqué.

«Le Mexique et les États-Unis ont réaffirmé leur engagement à continuer de renforcer la coopération bilatérale en faveur d'une Amérique du Nord plus intégrée, plus dynamique et plus robuste», dit encore le ministère. D'autres séances de négociations auront lieu en juin et en juillet, à Washington et à Mexico, respectivement.

La révision prévue cette année de l'ACEUM n'est pas une expiration de l'accord. Il s'agit d'un point de contrôle politique obligatoire prévu à l'article 34.7 du traité.

Si aucun consensus n'est trouvé, l'accord reste pleinement en vigueur — avec ses tarifs préférentiels et ses règles d'origine — et des revues annuelles s'enclenchent jusqu'en 2035. L'expiration automatique ne peut survenir qu'au 1er juillet 2036.

Le vrai levier de pression demeure ailleurs: n'importe lequel des trois pays peut se retirer unilatéralement, à tout moment, avec un simple préavis écrit de six mois — sans justification ni pénalité.

R. I.

## CANADA

## La Banque centrale s'apprête à annoncer sa décision concernant les taux d'intérêt

La Banque du Canada devrait annoncer mercredi main sa décision concernant les taux d'intérêt, après une période mouvementée sur le plan des données économiques. La banque centrale devrait, selon les prévisions générales, maintenir pour la cinquième fois consécutive son taux directeur, qui s'établit à 2,25 %.

La Banque du Canada s'est largement tenue à l'écart cette année, attendant de mieux cerner l'impact de la guerre en Iran et des incertitudes commerciales américaines sur la croissance économique et l'inflation.

Statistique Canada a indiqué que l'économie s'est légèrement contractée au premier trimestre en rythme annualisé, un résultat inférieur aux prévisions de la banque centrale. L'agence a également annoncé que l'économie avait créé de manière inattendue 88 000 emplois en mai, compensant en partie la baisse de l'emploi observée depuis le début de l'année.

Les dernières données sur les prix ont montré que l'inflation annuelle a bondi à 2,8 % en avril, le choc des prix de l'énergie lié au conflit au Moyen-Orient ayant contraint les consommateurs à payer plus cher à la pompe ce printemps.

Agence

## ITALIE

## La production industrielle en légère hausse en avril

La production industrielle a légèrement augmenté en Italie en avril, de 0,5% sur un mois et de 1,3% sur un an, a indiqué mercredi l'Institut national des statistiques (Istat). Sur le trimestre février-avril, la croissance enregistrée par rapport au précédent trimestre est très modeste, 0,2%.

La croissance des biens d'équipement (+6,4%) a plus que compensé la baisse de production des biens de consommation (-4,1%), en recul depuis cinq mois. Dans le détail, la hausse de la production de moyens de transport (+17,8%) et de produits pharmaceutiques (+7,9%) par rapport à avril 2025 a notamment été contrebalancée par une baisse dans le secteur textile et cuir (-8,9%) et l'industrie du bois (-4,4%).

R. I.

# Chez Amazon, même les employés veulent freiner sur la construction de data centers

*L'ambition de construire des data centers partout avec l'émergence de l'IA ne plaît pas à tout le monde. Au point que même des employés des entreprises à l'origine de ces projets, comme Amazon, se révoltent.*

Les data centers sont l'infrastructure la plus à la mode du moment, puisqu'ils sont indispensables au développement des intelligences artificielles. Au point que ceux qui en possèdent de puissants comme SpaceX voient des géants comme Anthropic ou Google taper à leur porte. Du côté d'une entreprise comme Amazon, on imagine même à l'avenir installer des data centers en orbite autour de la terre. Une frénésie qui ne plaît pas à tous dans la firme de Jeff Bezos.

## À Seattle, des employés d'Amazon soutiennent un moratoire sur la construction de data centers

La ville de Seattle doit voter aujourd'hui sur le projet d'imposition d'un moratoire d'un an sur la construction de nouveaux data centers. Un moratoire qui est entré dans la discussion alors qu'il y a deux mois, quatre entreprises ont annoncé leur volonté de construire cinq data centers d'ampleur au niveau de Seattle. Et ils sont nombreux à soutenir cette mesure. Parmi eux, un certain nombre d'employés d'Amazon, dont le siège social se situe dans la même ville. « Dans mon tra-



vail, je constate les conséquences d'un développement de l'IA où tous les coûts sont justifiés [...] le plus gros problème, c'est la conviction que l'IA doit être la solution à tout, tout en ignorant les ressources que cela coûte. Cette culture est omniprésente dans le secteur des technologies » a témoigné Liesl Wigand, ingénieur logiciel senior chez Amazon.

## L'ensemble des data centers en projet auraient une demande maximale de 369 mégawatts

Patrick Schloesser, autre ingénieur logiciel Amazon, a lui cherché à pousser pour que la ville interdise aux sociétés souhaitant construire des data centers de se cacher derrière des sociétés écrans et des accords de confidentialité, afin de pouvoir identifier les responsables d'un data center. Il milite aussi pour que les développeurs de data centers injectent pour chacune de ces infrastructures 100% d'énergie d'origine renouvelables dans le réseau électrique. Il faut dire que les projets qui ont été présentés seraient incroyablement énergivores.

Les cinq data centers envisagés, portés par quatre entreprises différentes non-nommés, représenteraient une demande maximale de 369 mégawatts. Cela équivaut à 10 fois la consommation actuelle de l'ensemble des 30 data centers existant actuellement à Seattle, et environ un tiers de la consommation électrique totale de cette grande cité de l'ouest américain.

## EN RETARD ET PÉNALISÉ PAR LES AUTORITÉS AMÉRICAINES

# Amazon profite d'un peu de répit pour ses lancements de satellites

Amazon devait lancer 1 600 satellites avant le 30 juillet, mais ne dispose pas de la capacité de lancement nécessaire. Pour apporter un peu de concurrence à Elon Musk, la FCC a accordé une faveur à Amazon. L'autorité américaine des télécommunications (FCC) a accordé à Amazon une prolongation pour le déploiement de sa constellation de satellites internet Leo. L'entreprise était censée mettre en orbite plus de 1600 satellites Leo, soit la moitié de sa constellation prévue, d'ici le 30 juillet. Elle avait toutefois demandé un report en janvier, invoquant des problèmes de capacité de lancement et des modifications apportées à la conception de ses satellites.

## La FCC impose de la concurrence à SpaceX

"Cette dérogation sert l'intérêt public en favorisant une deuxième constellation de satellites à large bande", aux côtés de SpaceX, a écrit la FCC. L'autorité a estimé qu'une application stricte de la réglementation limiterait le déploiement de la constellation Gen1 d'Amazon Leo et restreindrait les services



proposés aux consommateurs américains. La demande d'extension d'Amazon a été contestée par SpaceX, qui a accusé la FCC d'accorder un traitement de faveur à son concurrent. "Amazon a omis de mentionner qu'au cours des six dernières années, elle n'a lancé que 6 % des satellites qu'elle avait

poussé la Commission à approuver en priorité par rapport à ses concurrents" - SpaceX Amazon a répondu que son rythme lent n'était pas dû à un manque de satellites, mais à des difficultés pour les placer en orbite. "Aucun opérateur n'aurait pu prévoir que les trois principaux programmes de lanceurs

lourds, Ariane 6, New Glenn et Vulcan Centaur d'ULA, connaîtraient des retards simultanés et répétés suffisamment importants pour épuiser les marges prévues par Amazon Leo", a expliqué l'entreprise. Les fusées Vulcan et New Glenn sont actuellement clouées au sol suite à des anomalies récentes, dont la specta-

culaire explosion de New Glenn sur la rampe de lancement le 29 mai.

## Un délai étendu, sous conditions

Cette extension s'accompagne néanmoins d'une condition : Amazon perdra son "statut prioritaire" pour tous les lancements après le 31 juillet 2026. L'entreprise devra désormais démontrer que Leo "n'interférera pas avec les autres opérateurs", notamment SpaceX. Cette clause répond à la préoccupation principale de SpaceX concernant d'éventuels conflits avec sa constellation Starlink. Si l'échéance intermédiaire a été levée, la FCC maintient son calendrier principal qui exige qu'Amazon place l'ensemble de sa constellation de 3 232 satellites en orbite d'ici juillet 2029. Cet objectif reste ambitieux, compte tenu du retard de plusieurs mois prévu pour la fusée New Glenn de Blue Origin. Les futurs lancements, y compris avec d'autres prestataires comme SpaceX, devront également se dérouler sans accroc. Malgré ces difficultés, Amazon prévoit toujours de lancer son service internet commercial Leo dans le courant de l'année.

## Salesforce acquiert m3ter

Le spécialiste du CRM en mode SaaS a annoncé le rachat de l'éditeur d'une plateforme de facturation et de tarification à l'usage, pour un montant non communiqué. Salesforce veut intégrer m3ter dans la fonction Revenue Management d'Agentforce avec des capacités de médiation, de mesure et de tarification. La société a été fondée à Londres en 2020 par John Griffin et Griffin Parry. La transaction devrait être finalisée au cours du deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2027 de Salesforce, sous réserve des conditions de clôture habituelles.

## OpenAI a déposé son dossier d'IPO

Dans un communiqué, la société dirigée par Sam Altman a indiqué avoir déposé « un formulaire S-1 confidentiel » auprès de la SEC (régulateur boursier américain). Cependant l'entreprise se garde bien de donner un calendrier de sa prochaine introduction en bourse. Cette démarche pourrait même prendre « un certain temps » selon OpenAI. Cette annonce intervient quelques jours après la décision du concurrent Anthropic de lui aussi préparer son IPO.

## ELLES NE FONT PAS ASSEZ DE BRUIT !

# Plus de 600 000 Peugeot 208 ont un problème

Depuis son lancement, la deuxième génération de Peugeot 208 a connu plusieurs campagnes de rappel de grande ampleur. L'une des dernières en date se classe dans cette catégorie par son volume, avec plus de 600 000 exemplaires concernés dans le monde, dont plus de 280 000 sur le seul marché français. Mais elle vise à corriger un problème de klaxon qui peut sembler assez mineur

Chaque année, en Europe, les constructeurs automobiles organisent plusieurs centaines de rappels, le plus souvent pour des raisons sécuritaires. Bon nombre d'entre eux sont liés à un risque d'incendie, loin d'être limité aux voitures électriques. Mais parfois, il arrive que le motif soit beaucoup plus surprenant... et beaucoup moins inquiétant. C'est le cas dans une nouvelle campagne de retour en atelier organisée par Peugeot pour sa citadine vedette, la 208, sous le code MYU. En France, pas moins de 281 496 exemplaires de la deuxième génération du modèle sont attendus au garage à cause d'un niveau sonore du klaxon qui peut se montrer inférieur au seuil exigé par la réglementation.

### Un remplacement gratuit du klaxon pour certaines Peugeot 208

D'après Stellantis, ce "problème n'affecte pas la sécurité du véhicule et n'est généralement pas perceptible pour les clients". Mais l'avertisseur sonore de certaines 208 pourrait échouer à remplir la fonction pour laquelle il a été conçu, et la voiture n'est plus forcément conforme à sa fiche d'homologation. Le constructeur français se retrouve donc dans l'obligation de remédier à cette situation. Sur les véhicules concernés, il procédera à un remplace-



ment gratuit du klaxon, une opération qui prendra environ 30 minutes. Son compatriote Citroën avait également connu un rappel pour des raisons essentiellement réglementaires en début d'année, sur ces C3 et C3 Aircross.

### Une opération qui pourrait coûter cher à Peugeot

Les Peugeot 208 concernées ont été fabriquées sur une période assez longue, avant le restylage du modèle, entre le 1er septembre 2019 et le 27 juillet 2022. Dans le monde, selon les chiffres du ministère des transports allemand KBA, ce sont carrément 612 196 exemplaires de cette citadine qui auraient besoin d'un correctif. Même si la cause de cette action peut pré-

ter à sourire, la facture risque donc de s'avérer assez salée pour la marque au lion. Du moins si les propriétaires concernés se rendent bien au garage : pour l'heure, seuls les rappels de type Stop Drive, accompagnés d'une injonction à immobiliser le véhicule, peuvent donner lieu à une contre-visite pour "défaillance critique", avec interdiction de rouler dès le soir même à minuit.

### Comment savoir si votre Peugeot 208 est concernée ?

Depuis le 1er juin 2026, une mention pourrait toutefois être apposée en bas du procès-verbal remis à l'issue de cet examen. Elle fait partie des mesures mises en place par l'Etat afin d'en finir avec l'affaire Takata et d'éviter que d'autres scandales industriels à venir puissent prendre la même ampleur. Un courrier devrait également être envoyé à tous les possesseurs de Peugeot 208 touchés par cette campagne. Enfin, le constructeur au lion propose également un site dédié à la vérification des opérations de retour en atelier. Pour vous en servir, c'est très simple. Vous aurez seulement besoin du numéro de série, alias VIN (véhicule identification number). Composé de 17 caractères alphanumériques, il figure à la lettre E de la carte grise ou à la base du pare-brise côté

## Renault 4 E-Tech Plein Sud (2026) : Le prix du grand air

La Renault 4 E-Tech Electric s'offre une déclinaison découvrable baptisée Plein Sud. Un retour aux sources bucoliques de l'ancêtre qui mise avant tout sur le capital sympathie, quitte à faire grimper l'addition. L'effet nostalgie bat son plein chez Renault. Après la R5, et la R4 vint la Twingo, toutes trois estampillées E-Tech Electric. Mais la palme du losange le plus fun ne reviendra pas forcément à la petite «grenouille» réinterprétée puisque Renault lance une variante plus ludique de la «4L» moderne: la Plein Sud.

Un patronyme évocateur pour une configuration qui se distingue par son grand toit ouvrant électrique en toile, clin d'œil direct aux versions découvrables du modèle originel,

les R4 Plein Air et autres Sixties. Mesurant 92 cm de long sur 80 cm de large, cette capote souple noire coulisse de manière automatisée pour baigner l'habitacle de lumière et offrir un voyage «cheveux au vent». Intégrée dès la conception de la plateforme AmpR Small, cette découpe n'altère en rien la garde au toit généreuse qui caractérise ce petit crossover électrique de 4,14 m. Seuls les occupants arrière perdent quelques petits centimètres en garde au toit. Renault assure également avoir soigné l'acoustique via un tissu épais et un déflecteur aérodynamique déployable pour limiter les remous à haute vitesse. Toutefois, ce supplément de charme impose



des concessions géométriques et budgétaires.

Sur le plan technique, la version Plein Sud est exclusivement associée à la «grosse» batterie de 52 kWh (et donc au «gros» moteur de 150 ch), limitant l'autonomie WLTP à 395 km, soit un léger recul par rapport aux 409 km du modèle à toit rigide.

Mais c'est surtout au moment de signer le bon de commande que la pilule pourra sembler difficile à avaler.

Disponible uniquement sur les deux finitions supérieures, la Renault 4 Plein Sud s'affiche à partir de 36.900 € en exécution Techno et culmine à 38.900 € en Iconic. Un surcoût non négligeable de 1.800 € pour le plaisir de pouvoir rouler à ciel ouvert.

## Toyota dévoile une inédite berline dotée de 7 cylindres

Mis à part dans le domaine maritime, l'architecture à 7 cylindres n'a jamais existé sur le transport routier léger. Mais Toyota s'est dit qu'il serait bon d'un peu d'originalité pour cette inédite Camry GR dévoilée à l'occasion de la course de 24 heures du Super Taikyu. Un prototype qui ne préfigure pas spécialement d'un modèle de série mais qui montre encore que les Japonais n'ont pas envie de lâcher le moteur à combustion de sitôt. Une erreur stratégique ?

Ne cherchez pas un moteur 7 cylindres dans une voiture, il n'y en a jamais eu. Des architectures impaires existent, mais pas au-delà des 5 cylindres. La difficulté des moteurs à nombre impairs de cylindres découle également de la nécessité d'équilibrer les masses en mouvement, qui ne se compensent pas aussi bien que sur un moteur à 4, 6 ou 8 cylindres en ligne. Il y a pourtant bien 7 cylindres dans cette drôle de Toyota Camry dévoilée à l'occasion de la

manche de Fuji des séries Super Taikyu, championnat japonais.

### Un lieu privilégié pour montrer le savoir-faire

Le championnat Super Taikyu a souvent été utilisé par les constructeurs japonais pour montrer ce qu'ils savent faire en matière de développement. Nous en parlions, Mazda utilise notamment une base de Mazda3 en course pour tester le système de captage du CO2 directement à l'échappement. «Greenwashing» diront certains, mais les Japonais ne veulent pas lâcher leur moteur à combustion. Preuve en est avec la part ridicule des voitures électriques dans les immatriculations neuves au Japon : moins de 2 %, soit le taux le plus bas de tout le monde occidental. Même les Américains, pourtant très attachés à leurs véhicules thermiques, affichent entre 5 et 8 % (selon les périodes) d'électriques. C'est dire si les Japonais es-



perent encore beaucoup d'une technologie vieille de plus de 120 ans et qui aurait encore des pistes pour devenir plus propres. Le risque, bien sûr, étant pour les Nippons de perdre le fil et d'avoir trop de retard, notamment face aux Chinois et Européens.

### La Toyota Camry à 7 cylindres

Les rares configurations en 7 cylindres se trouvent dans des applications bien particulières : soit en étoile dans l'aviation, soit en ligne mais sur

des engins comme le tracteur Fendt 900 Vario. Sous le capot d'une voiture, les «grands» moteurs en ligne sont devenus rares. Il faut remonter dans le temps pour trouver la trace d'un 8 cylindres en ligne, et les 7 n'ont jamais existé.

Alors comment Toyota a-t-il fait pour caser 7 cylindres sur une Camry ?

Ce prototype abrite en fait deux moteurs : un bloc de Yaris GR à l'avant en remplacement du quatre cylindres d'origine de la Camry, et un moteur «2.0 quatre cylindres» pour entraîner le train arrière. Toyota propose déjà des véhicules où deux moteurs différents entraînent les essieux comme sur un Yaris Cross AWD, mais c'est avec un moteur électrique à l'arrière !

Surtout, cette inédite Camry GR, qui ne sera pas produite, doit être particulièrement puissante. Car le seul moteur de Yaris GR tutoie déjà à lui seul les 300 ch. Et l'on imagine que le quatre cylindres suralimenté va encore bien au-delà de cette valeur.



## PÉTROLE

### Le Brent à 91 dollars le baril

Les cours du pétrole ont reculé très légèrement mercredi, dans un marché évoluant toujours sous l'effet des tensions géopolitiques dans le monde. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 0,46% à 91,03 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, cédait 0,63% à 87,64 dollars.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco



Jeudi 11 juin 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

## MONNAIE

### Le dollar en légère baisse

Le dollar s'affichait en baisse mercredi, les investisseurs conservant leur optimisme, mais prudents avant la publication d'un indicateur d'inflation américain. Le billet vert lâchait 0,08% à la monnaie unique européenne, à 1,1553 dollar pour un euro, et 0,05% à la livre, au début de la matinée. Attendu plus tard dans la séance, l'indice des prix à la consommation (CPI) pour mai aux Etats-Unis devrait grimper à 4,2% sur un an, contre 3,8% en avril, d'après le consensus des analystes. L'indice des prix à la production (PPI) américain de mai est lui prévu jeudi, également jour de l'annonce de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), qui s'apprête à relever son propre taux directeur.

## PRÉSERVATION DU FONCIER AGRICOLE, CENTRES D'APPELS ET CLIMAT

# Trois dossiers examinés par le Gouvernement

Par Z.R.

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé hier une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers touchant à l'aménagement du territoire, à l'emploi et à la lutte contre les changements climatiques, selon un communiqué des Services du Premier ministre. Lors de cette réunion, le Gouvernement a entendu une communication portant sur l'implantation de projets publics sur des assiettes foncières à caractère agricole ou forestier. Les discussions ont porté sur les mécanismes permettant de concilier les besoins en infrastructures publiques et en investissements avec la préservation des terres agricoles et du patrimoine forestier national.

Dans ce cadre, l'accent a été mis sur la nécessité d'orienter les projets vers des terrains non arables et non forestiers afin de protéger les ressources foncières stratégiques du pays. Le Gouvernement a également examiné le projet de feuille de route relatif au développement des centres d'appels en Algérie. Cette initiative vise à encourager l'investissement dans un secteur à fort potentiel de création d'emplois et à forte employabilité. L'objectif affiché est de tirer parti des avantages compétitifs de l'Algérie pour en faire un pôle régional de référence dans le domaine de l'externalisation des services d'appel, tout en contribuant.

La réunion a, par ailleurs, été marquée par une communication consacrée à la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) de l'Al-

gérie dans le cadre de l'Accord de Paris. À cette occasion, il a été rappelé que l'Algérie figure parmi les pays particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques, notamment la désertification, le stress hydrique et la récurrence des épisodes de sécheresse. Face à ces enjeux, le Gouvernement a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à mettre en œuvre les objectifs de l'Accord de Paris à travers une stratégie fondée sur un développement résilient, inclusif et à faibles émissions de carbone, en vue de renforcer l'adaptation du pays aux défis environnementaux et climatiques. La réunion a ainsi permis de mettre en évidence la volonté des pouvoirs publics de concilier développement économique, préservation des ressources naturelles et transition vers un modèle de croissance durable.

## COOPÉRATION

### Le ministre d'Etat, ministre des AE reçoit la Secrétaire générale de l'OIMed

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, mercredi à Alger, la Secrétaire générale de l'Organisation internationale pour la médiation (OIMed), Mme Teresa Cheng, qui effectue une visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, Mme Cheng a passé en revue les progrès accomplis dans l'établissement des fondements de cette organisation internationale ainsi que les objectifs et missions qui lui sont assignés en matière de promotion des solutions pacifiques aux différends et aux conflits et de consolidation de la coopération internationale, précise la même source.

La Secrétaire générale a, à cette occasion, salué le rôle historique de l'Algérie ainsi que sa tradition en tant que pays fiable et crédible en matière de médiation, ajoute le communiqué. Dans ce contexte, les deux parties ont mis l'accent sur l'importance du rôle de cette organisation dans l'ancrage de la médiation, compte tenu de la va-

leur ajoutée qu'elle apporte à la consolidation de la paix et de la sécurité aux niveaux régional et international. Les deux parties sont également convenues de développer les relations de coopération entre l'Algérie et l'OIMed, conclut la même source.

R.E.

## Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

### L'IA : moteur de croissance, mais à quels coûts humain et énergétique ?

**Oui, l'IA est un vrai moteur de croissance, mais pas magique, elle suppose quelques conditions de base. Elle agit sur 3 leviers économiques : l'amélioration de la Productivité, la création de nouveaux marchés et l'accélération de l'innovation.**

**Productivité :** L'IA fait ce que les humains font lentement : sur la base de données collectées, faire un tri, croiser des données, rédiger des procédures, analyser le contexte et implémenter la procédure. McKinsey estime que l'IA générative peut automatiser 60-70% des tâches dans les métiers de bureau. Ça libère du temps pour du travail à plus forte valeur ajoutée. Les premières versions d'IA générative sont capables de faire ce travail à la place des hommes dans les domaines administratifs.

**Création de nouveaux marchés :** Comme Internet en 2000, l'IA crée de nouvelles activités, de nouvelles sociétés : agents IA, outils de génération vidéo, IA Médicale, IA Education, Machine-Learning, iCloud... Le marché mondial de l'IA passerait de 200 Mds\$ en 2023 à 1 800 Mds\$ prévus en 2030.

**Innovation plus rapide et plus fréquente :** Pharma : découverte de médicaments 3 fois plus vite avec AlphaFold. Industrie : optimisation des

chaînes logistiques. Énergie : prévision météo, gestion réseaux. L'IA compresse les cycles R&D. Aucun secteur ne peut échapper aux besoins d'innovation. Cette dernière est devenue le Facteur Clé de Succès dans toute compétitivité sur le marché.

La croissance ne tombe pas toute seule, certains préalables sont nécessaires ; des gens bien formés pour l'IA, des données propres en volume, des process refondus, au-delà du copier-coller « ChatGPT » ou « Meta AI » ou un autre moteur.

Pour les processus administratifs répétitifs ou redondants comme la comptabilité ou la gestion des approvisionnements ou les études de marché... le gros levier c'est l'outsourcing pour les PME qui sautent des étapes : pas besoin de 5 comptables et 5 commerciaux si tu as un agent IA qui fait 70% du travail. Ensuite viennent d'autres activités ou professions comme beaucoup de fonctionnaires, les notaires, les journalistes, les traducteurs et même les diagnostics médicaux. L'intelligence artificielle est partout. Dans nos boîtes mail, nos logiciels de compta, nos chaînes de montage. La question n'est plus de savoir si l'IA sert, mais si elle fait vraiment croître une économie. La réponse est oui, mais à condition de changer plus que d'ajouter

un Chatbot. Changer quoi ? les institutions, les réglementations, les systèmes relationnels et surtout comment contrôler les risques de dérives qui peuvent naître de ce mode de fonctionnement de l'économie et de la société et qui aura un impact sur la vie privée des personnes, l'éthique professionnelle, les valeurs morales... L'IA a besoin d'une régulation plus stricte que celle d'Internet ou des TIC, à la fois nationale et mondiale.

Un premier constat : l'IA agit là où c'est décisif pour l'économie, la productivité. Un analyste qui traitait des milliers de fichiers en 10 heures le fait en 1 heure avec un agent bien paramétré. Un médecin qui relisait 50 pages d'IRM obtient un premier diagnostic en 30 secondes. McKinsey chiffre le gain potentiel à 60% des tâches de bureau automatisables. Quand le temps libéré est réinvesti dans de la création de valeur, le PIB bouge.

Un volet important est souvent ignoré dans les analyses sur les avantages et limites de l'IA, il s'agit de l'électricité. L'IA, à travers ses Data Centers, consomme beaucoup d'énergie électrique et beaucoup d'eau aussi. Aujourd'hui les localisations des Datacenters se font en fonction de la disponibilité et du coût de l'énergie, es-

sentiellement. Les pays qui attirent de grands volumes des investissements dans l'IA, venant principalement des grands acteurs comme Microsoft, Nvidia, Meta, Google (Gemini)... sont les pays à grand potentiel électrique (Ex. de la France qui a attiré de grands investissements (500 Mds de \$) grâce à son potentiel électrique issu du nucléaire). La présente dans l'écosystème IA de talents est l'autre indicateur d'attractivité des investisseurs.

L'IA promet la croissance, mais elle redistribue de manière brutale les cartes. Il y aura des gagnants mais aussi des perdants. Deux variables sont à considérer : l'énergie et l'emploi. Dans un pays qui a un avantage comparatif comme l'énergie peut attirer les investissements et compenser largement la perte d'emplois dans les activités routinières et standards. Goldman Sachs estime à 300 Millions d'emplois exposés dans le monde. Parallèlement de nouveaux métiers et de nouveaux emplois vont émerger autour de l'IA et de l'économie numérique.

L'Algérie, disposant de ces deux facteurs (énergie et talents dans l'IA), ne doit pas rater le train dans un secteur qui lui permettrait de rattraper le retard dans son développement économique et technologique.